



LE BILAN DE LA TRANSITION

**De Brice Clotaire
OLIGUI NGUEMA**

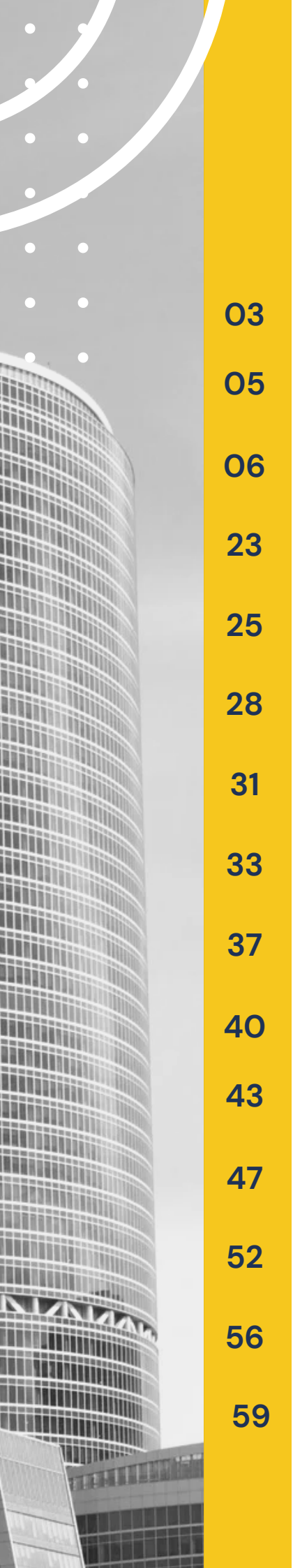
En 17 mois seulement!

135 PROMESSES

26 RÉALISATIONS

Une Gabonaise en colère





Sommaire

03	Préambule
05	Qui suis-je?
06	Synthèse du bilan
23	Le Prince de l'illusion
25	Le CTRI
28	La Nouvelle Constitution
31	Copains, coquins et consanguins
33	Le Touriste d'État
37	L'ossimania
40	Les scandales financiers
43	La SEEG
47	La politique spectacle
52	La Liberté d'expression ou l'Urgence du silence
56	La Garde Républicaine
59	Nous le Peuple

Préambule

Depuis le 30 août 2023, le Gabon s'est engagé dans une période de transition sous la direction du Général Brice Clotaire Oligui Nguema. Cette nouvelle ère politique, marquée par un profond désir de changement, s'inscrit dans un contexte national et international complexe, façonné par des dynamiques internes et des influences extérieures.

Facteurs endogènes : défis et mutations internes

Le Gabon a entamé cette transition dans un cadre institutionnel fragilisé par des décennies de gouvernance contestée. Le besoin pressant de réformes s'est imposé face à plusieurs défis majeurs :

- **Un système institutionnel en crise**, marqué par une perte de confiance des citoyens envers les structures étatiques et une nécessité de redéfinition des mécanismes démocratiques.
- **Une économie à réorganiser**, avec une forte dépendance aux ressources naturelles et une administration financière nécessitant plus de transparence et d'efficacité.
- **Un climat social exigeant**, où les attentes des populations en matière de justice, d'inclusion et d'amélioration des conditions de vie se sont accentuées.
- **Une lutte accrue contre la corruption et les privilèges**, visant à rétablir un État plus équitable et plus fonctionnel.

Facteurs exogènes : influences et enjeux internationaux

Sur le plan extérieur, la transition gabonaise s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique mouvant, nécessitant une approche diplomatique et stratégique adaptée :

- **Les relations internationales sous surveillance**, avec des partenaires étrangers attentifs aux évolutions démocratiques et institutionnelles du pays.
- **Un environnement économique fluctuant**, marqué par les variations des cours du pétrole et des matières premières, impactant directement les finances publiques et les investissements.
- **Les enjeux de coopération régionale et continentale**, notamment dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et des attentes vis-à-vis du rôle du Gabon au sein de l'Union africaine.
- **L'influence des grandes puissances et institutions financières**, avec des pressions sur les réformes économiques et sociales à engager.

Face à ces défis, la transition vise à reconstruire les fondements de l'État, avec une gouvernance plus rigoureuse et une vision axée sur la modernisation du pays. Cette période charnière ouvre la voie à une redéfinition du modèle gabonais, où les aspirations populaires et les impératifs de stabilité doivent s'harmoniser pour garantir un avenir durable.

Cet ouvrage s'appuie sur l'ensemble des discours du Général Président, des éléments provenant de la page officielle Facebook "Présidence de la République Gabonaise" et de diverses sources (médias nationaux et internationaux, réseaux sociaux, articles de presse...) Il a pour objectif d'analyser les transformations en cours, d'examiner les dynamiques de la transition et d'évaluer son impact sur l'avenir du Gabon. Plus qu'un simple état des lieux, il propose un regard critique et constructif sur un moment décisif de notre histoire nationale.

Et si on parlait de moi...



Qui suis-je ?

Ah, la question fatidique... Un nom, oui bien sûr, mais est-ce vraiment ce qui compte ici ? Si je devais dévoiler mon identité, je risquerais de bousculer l'équilibre familial. Et après tout, qui suis-je dans cette grande aventure ? Juste une voix parmi tant d'autres, un écho dans la tempête.

Regardez J.K. Rowling : elle a choisi l'anonymat et, boum, la saga Harry Potter a frappé le monde de plein fouet. Je n'ai ni baguette magique ni sortilèges, mais je suis une Gabonaise, fille de mon pays, qui refuse la compromission.

Je vous parle de l'ère Ali Bongo, des 14 années d'une lutte parfois solitaire, parfois collective. Mais voilà, aujourd'hui, je regarde, abasourdie, et je vois la même scène se rejouer, avec quelques acteurs en plus, mais les mêmes travers. **Non**, ma bouche ne se tait pas. La voix, parfois étouffée, d'un peuple, réclame justice. **Je ne me tairai pas**. Le silence serait la trahison.

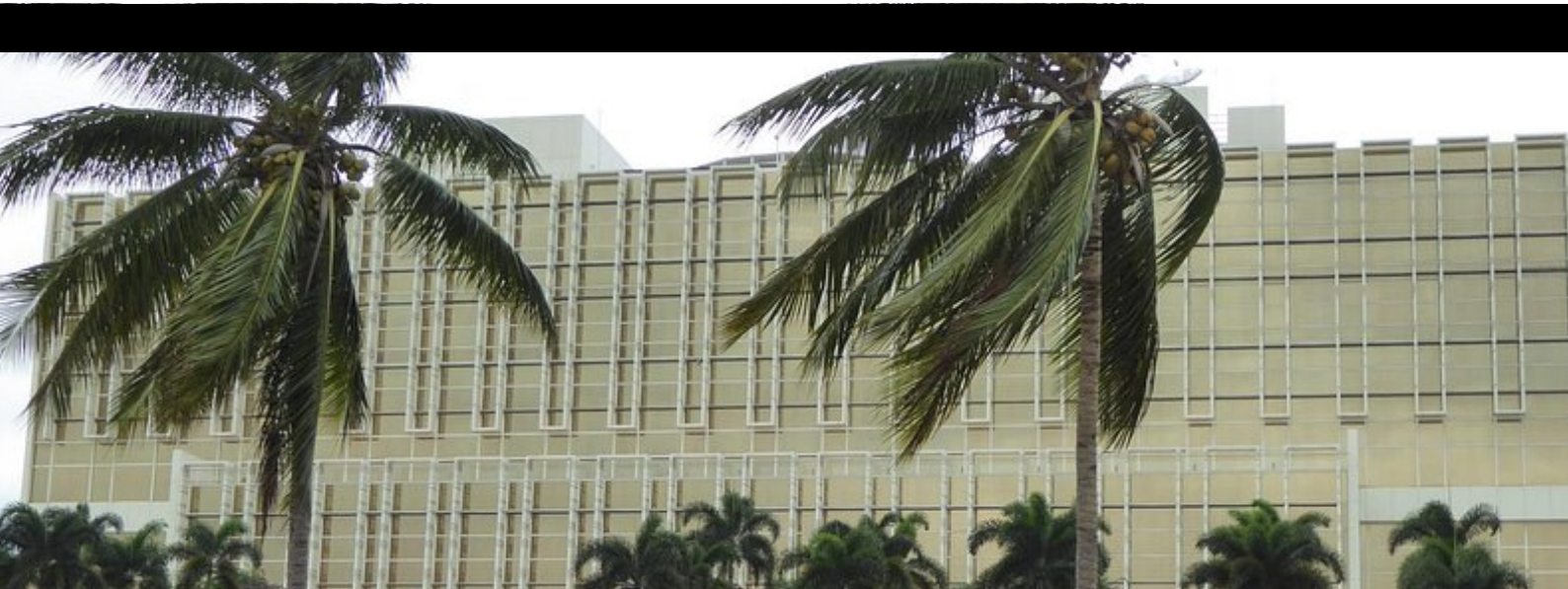
Alors je prends la plume – ou plutôt, le clavier. Peut-être que, comme moi, vous voyez tout ça de loin, ou que vous n'avez pas encore ouvert les yeux. C'est l'exercice auquel je m'adonne : observer, analyser, comprendre. Ce livre n'est pas une thèse, non, il est une chronique – un regard perso sur les 17 derniers mois, ces mois où l'on nous vend du neuf, mais où, au final, on se fait arnaquer.

Parce qu'il faut bien le dire : **changer de chauffeur sans changer de moteur**, c'est du vent. Le coup d'État du 30 août 2023, qu'on veut nous faire passer pour un acte de libération, n'est rien d'autre qu'une comédie. Et ce leader, qui s'essaie à la présidence, eh bien... je préfère garder son nom pour plus tard. Il est la star des chapitres suivants.

Pour mes détracteurs (je vous vois venir), sachez-le : je ne cherche ni gloire ni argent. Mais je suis dans cette quête pour que la vérité, même si elle dérange, soit entendue. Parce que je ne vois pas de changement tangible depuis ce fameux 30 août. Alors, que faire ? Rester la tête haute et continuer de pointer du doigt l'inefficacité et la supercherie.

Ce livre, mes chers lecteurs, est une analyse, mais plus qu'une simple critique : c'est un appel. Un appel à comprendre et à agir. Parce que le Gabon, notre Gabon, c'est notre responsabilité.

Synthèse du Bilan



Le coup d'État du 30 août 2023 a été perçu par une grande partie du peuple gabonais comme un espoir de renouveau, une rupture avec un système jugé défaillant et une opportunité de reconstruire un État plus juste et plus inclusif. L'enthousiasme populaire exprimait une soif de changement, portée par la promesse d'une gouvernance plus transparente et d'un avenir où chaque citoyen pourrait bénéficier équitablement des richesses nationales.

Le discours du 4 septembre 2023 a marqué un tournant décisif en définissant les grandes orientations de la transition, structurées autour de trois priorités majeures :

1. Démocratie et Gouvernance Responsable
2. Relance Économique et Justice Sociale
3. Amélioration des Conditions de Vie

À l'issue des 17 mois de transition, le niveau de réalisation des 135 engagements programmatiques recensés se décline comme suit:

- 47 promesses non réalisées (34,8%),
- 34 promesses très partiellement réalisées (25,2%),
- 25 promesses partiellement réalisées (18,5%),
- 26 promesses réalisées (19,3%),
- 3 promesses dont le niveau de réalisation n'a pu être évalué (2,2%).

Les résultats de ce bilan traduisent globalement un échec qui illustre notamment l'incapacité du CTRI et son gouvernement à implémenter et coordonner avec efficacité la mise en œuvre de la transition.

Ce bilan met en évidence plusieurs faiblesses structurelles qui ont entravé la mise en œuvre des réformes et des engagements pris. Ces lacunes se déclinent en sept points majeurs :

1- Un accès insuffisant aux services de base

Les populations, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays, ont continué à faire face à des difficultés persistantes dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'électricité. Les retards pris dans le développement des infrastructures et des politiques publiques adaptées ont maintenu de larges franges de la population dans une précarité structurelle.

2- L'échec des projets d'infrastructures

Malgré des engagements ambitieux, les gouvernements successifs n'ont pas su moderniser le réseau routier national ni mettre en place des infrastructures énergétiques adaptées pour soutenir la croissance et améliorer la vie quotidienne des Gabonais.

3- Un chômage endémique non résorbé

Le taux de chômage, notamment chez les jeunes, n'a cessé d'augmenter, traduisant l'incapacité des gouvernements à stimuler la création d'emplois et à mettre en place des politiques efficaces de formation et d'insertion professionnelle.

4- Une politique du logement inefficace

L'absence d'une politique cohérente et structurée du logement a maintenu un déficit chronique en habitations décentes. De plus, l'accès à la propriété foncière est resté complexe et insécurisé pour la majorité des citoyens.

5- Un climat des affaires peu attractif

Le manque de réformes structurelles et de transparence dans la gestion des marchés publics a freiné l'émergence d'entreprises locales compétitives. Plutôt que d'encourager une concurrence saine, de nombreux contrats ont été attribués sans appel d'offre, par des procédures de gré à gré, souvent au bénéfice d'entreprises étrangères. Cette pratique a limité les opportunités pour les entrepreneurs gabonais, affaibli le développement d'un secteur privé dynamique et réduit l'impact des investissements sur la création d'emplois locaux et la croissance économique nationale.

6- Une économie toujours trop dépendante du pétrole

L'absence de diversification économique a laissé le Gabon vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. Le manque d'investissements dans d'autres secteurs productifs a limité la capacité de l'État à générer des revenus durables.

7- Une redistribution des richesses inéquitable

La mauvaise gestion des ressources publiques a accentué les inégalités sociales et économiques, creusant davantage le fossé entre les différentes couches de la population et aggravant la pauvreté.

Ces échecs traduisent des dysfonctionnements profonds dans la gestion de l'État et la mise en œuvre des politiques publiques. L'enjeu pour l'avenir sera d'adopter une gouvernance plus rigoureuse, des réformes structurelles ambitieuses et une approche plus inclusive pour assurer un développement durable et équitable au Gabon.

PRIORITÉ 1 – Démocratie et Gouvernance

responsable: 21 PROMESSES

statut	Promesses	%
Non réalisé	5	23,8%
Très partiellement réalisé	7	33,3%
Partiellement réalisé	8	38,1%
Réalisé	1	4,8%
Non évuable	0	0,0%
Total	21	100%

1. Démocratie et Gouvernance : Un Engagement Non Tenue

L'une des principales attentes du peuple gabonais était la mise en place d'un processus démocratique clair et transparent. Or 1 seule promesse réalisée: Le renforcement des relations diplomatiques.

- Aucune feuille de route électorale claire
- Pas de transition vers un gouvernement civil annoncée
- Persistance des arrestations arbitraires et du manque de transparence

2. Situation Économique et Sociale : Toujours au Point Mort

Les conditions de vie des Gabonais ne se sont pas améliorées :

- Retraites impayées et précarité des anciens travailleurs
- Bourses étudiantes supprimées, mettant en péril l'éducation
- Crise du logement non résolue malgré les promesses
- Un système de santé délabré, sans réformes notables
- Corruption persistante, avec des figures de l'ancien régime toujours influentes

3. Quel Avenir pour cette Transition ?

Les premiers mois de la transition montrent des signes inquiétants d'un maintien au pouvoir prolongé. Sans actions concrètes, cette transition pourrait ressembler à une simple restructuration du système en place, plutôt qu'à un véritable changement.

PROMESSE	STATUT	PROMESSE	STATUT
1: Organisation d'élections libres et transparentes	Très partiellement réalisé	12: Respect du droit international	Partiellement réalisé
2: Remettre le pouvoir aux civils	Non réalisé	13: Veiller au bien-être des populations gabonaises	Partiellement réalisé
3: Réformes institutionnelles (nouvelle Constitution, révision des codes électoral et pénal)	Très partiellement réalisé	14: Renforcement des relations diplomatiques	Réalisé
4: Respect des droits humains et des Libertés fondamentales	Non réalisé	15: Fin des nominations de complaisance: Nominations copains, coquins et cosanguins à la tête des institutions publics et de l'État	Non réalisé
5: Institutions fortes, démocratiques et crédibles	Très partiellement réalisé	16: Un Gabon sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de langues ou de religion	Partiellement réalisé
6: Indépendance de la justice	Partiellement réalisé	17: Protection des biens et des personnes	Partiellement réalisé
7: Liberté de la presse	Partiellement réalisé	18: Respect du calendrier électoral	Très partiellement réalisé
8: Sanctuarisation des acquis démocratiques	Partiellement réalisé	19: Lutte implacable contre la corruption	Non réalisé
9: Dissolution de la mal gouvernance et des pratiques arbitraires	Très partiellement réalisé	20: Dissolution des nostalgies des vieilles habitudes	Non réalisé
10: Protection des biens et des personnes	Partiellement réalisé	21: Restitution de nos valeurs et de l'éthique	Très partiellement réalisé
11: Responsabilisation des forces de sécurité au service du peuple	Très partiellement réalisé		

Non réalisé	23,8%
Très partiellement réalisé	33,3%
Partiellement réalisé	38,1%
Réalisé	4,8%

Conclusion : Des promesses non tenues, un peuple en attente.

Le peuple gabonais attendait un nouveau départ, mais pour l'instant, cette transition semble être une illusion de changement plutôt qu'une réelle transformation. L'avenir dépendra de la capacité des citoyens à exiger des comptes et de la volonté du pouvoir à respecter ses engagements.

PRIORITÉ 2 – Relance économique et justice sociale:

34 PROMESSES

statut	Promesses	%
Non réalisé	18	52,9%
Très partiellement réalisé	11	32,4%
Partiellement réalisé	1	2,9%
Réalisé	4	11,8%
Non évaluable	0	0,0%
Total	34	100%

Les 4 Promesses Réalisées :

1- Création d'une Banque Nationale pour l'Entrepreneuriat

- Objectif : Soutenir les entrepreneurs gabonais en facilitant l'accès au financement.
- **Impact réel** : Reste à évaluer, mais peu de retours concrets sur l'efficacité de cette banque

2- Retour de la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) sous le contrôle de l'État

- Objectif : Renationaliser un secteur clé de l'économie gabonaise.
- **Problème** : Aucune indication sur les bénéfices réels pour les Gabonais et l'industrie du bois.

3- Inauguration de la Banque pour le Commerce et l'Entrepreneuriat du Gabon (BCEG)

- Objectif : Offrir un appui financier aux PME et stimuler l'investissement.
- **Problème** : Peu d'informations sur les fonds réellement accordés et les bénéficiaires.

4- Dotation d'équipements aux ministères des travaux publics, de l'équipement et de l'agriculture

- Objectif : Améliorer les infrastructures et moderniser le secteur agricole.
- **Résultat** : Distribution d'équipements confirmée, mais impact encore limité sur le terrain.

30 Promesses Non Tenues : Un Départ Laborieux

Quelques actions mises en place, mais sans impact visible sur la population

- Persistance du chômage et du manque d'opportunités pour les jeunes
- Absence de véritables réformes structurelles pour diversifier l'économie
- Le coût de la vie reste élevé, sans amélioration du pouvoir d'achat

Impact Économique du Chômage des Jeunes au Gabon

Le taux de chômage des jeunes, dépassant les 40%, a de lourdes conséquences sur l'économie gabonaise :

1- Perte de Productivité et Croissance Faible

- Une grande partie de la population active reste sous-employée ou sans emploi, limitant le potentiel économique du pays.
- Moins de jeunes en emploi signifie moins de consommation, ce qui ralentit les secteurs du commerce et des services.

2- Augmentation de la Pauvreté et des Inégalités

- L'absence d'opportunités pour les jeunes accentue les écarts de richesse et augmente la précarité.
- Les familles doivent souvent soutenir financièrement des jeunes sans emploi, pesant sur les revenus des ménages.

3- Dépendance Économique aux Secteurs Traditionnels

- Le Gabon repose encore fortement sur le pétrole et manque d'une économie diversifiée.
- L'absence d'investissements massifs dans les nouvelles industries (numérique, agriculture moderne, énergies renouvelables) empêche la création d'emplois.

4- Fuite des Cerveaux et Désespoir Social

- Beaucoup de jeunes diplômés quittent le pays faute de perspectives, affaiblissant la main-d'œuvre qualifiée locale.
- L'augmentation du chômage alimente la désillusion, entraînant une montée des tensions sociales et du mécontentement.

PROMESSE	STATUT	PROMESSE	STATUT
1: Souveraineté nationale dans l'octroi des marchés	Très partiellement réalisé	19: Bataillon du Génie Agricole et des Opérations Minières pour une visite des installations. Ce site propose de la culture expérimentale en vue d'une exploitation plus conséquente ainsi que de l'élevage.	Très partiellement réalisé
2: Financer l'économie nationale avec les partenaires locaux	Très partiellement réalisé		
3: Déclaration que la dette du Gabon a été payée en 4 mois seulement	Non réalisé	20: Dotation d'équipements aux ministères des travaux publics, de l'équipement et des infrastructures et de l'agriculture	Réalisé
4: Préférence nationale dans l'attribution des marchés publics (≤150 millions XAF)	Très partiellement réalisé		
5: Réduction du train de vie de l'État	Non réalisé	21: Projet Élevage bovin à Ndende	Très partiellement réalisé
6: Faire du Gabon un pays modèle dans tous les domaines possibles	Très partiellement réalisé	22: Le Centre de transformation des produits agricoles	Très partiellement réalisé
7: Privilégier l'entrepreneuriat	Très partiellement réalisé	23: Barrage hydroélectrique de Boué	Non réalisé
8: Création d'une Banque Nationale pour l'entrepreneuriat	Réalisé	24: Développement de l'Économie sociale et solidaire	Non réalisé
9: Rachat de la société pétrolière ASSALA	Partiellement réalisé	25: Investissement dans l'Agriculture	Non réalisé
10: Taxe sur la Contribution Foncière Unique pour financer le développement des collectivités locales	Non réalisé	26: Investissement dans le Transport	Non réalisé
11: Création d'une compagnie aérienne FLY GABON	Très partiellement réalisé	27: Investissement dans le Numérique	Non réalisé
12: Retour de la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) sous le contrôle de l'État	Réalisé	28: Investissement dans l'Industrie	Non réalisé
13: Développement d'une économie verte créatrice d'emplois	Non réalisé	29: Construction d'un port fluvial minéralier et commercial à Ndjolé	Non réalisé
14: Projet de dynamiser l'économie	Très partiellement réalisé	30: Travaux d'une nouvelle banque à Koulamoutou	Non réalisé
15: Redistribution plus équitable de la richesse nationale	Très partiellement réalisé	31: Réhabilitation de la ferme agricole de Ntoun	Non réalisé
16: Collecte des contributions carbone des compagnies aériennes et maritimes	Non réalisé	32: Réhabilitation de 9 routes en béton par la société CONSTRUMAR	Non réalisé
17: Relance de l'économie en faisant appel à des Investisseurs (MEDEF)	Non réalisé	33: Pose de la première pierre du futur siège de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) à Libreville.	Non réalisé
18: Inauguration de la Banque pour le Commerce et l'Entrepreneuriat du Gabon (BCEG)	Réalisé	34: Construction de l'agence de la BEAC à Mouila	Non réalisé

Non réalisé	52,9%
Très partiellement réalisé	32,4%
Partiellement réalisé	2,9%
Réalisé	11,8%

Conclusion : Une Relance au Point Mort

Avec seulement 4 promesses tenues sur 34, il est clair que cette transition peine à apporter des résultats concrets. La corruption, l'inefficacité administrative et le manque de volonté politique freinent les avancées.

Un Changement Illusoire ?

Le peuple gabonais attendait une vraie transformation, mais cette transition semble suivre le même schéma que l'ancien régime. Sans actions fortes et transparentes, la confiance des citoyens risque de s'effondrer définitivement.

PRIORITÉ 3 – Améliorer les conditions de vie:

80 PROMESSES

Statut	Promesses	%
Non réalisé	24	30,0%
Très partiellement réalisé	16	20,0%
Partiellement réalisé	16	20,0%
Réalisé	21	26,25%
Non classé	3	3,75%
Total	80	100,0%

Analyse des 21 promesses réalisées sur 80 (26.3%)

Répartition par secteur

1- Santé et Social (6/21) → 28% des réalisations

- Centre de santé de Zogogoane
- Inauguration du nouveau Centre de santé d'Ovan
- Inauguration du premier orphelinat de Moanda
- Construction de logements sociaux et viabilisation des terrains à Bikélé
- Remise de 315 scooters aux personnes à mobilité réduite
- Réduction du prix de la bouteille de gaz

2- Infrastructure et Aménagement urbain (8/21) → 38% des réalisations

- Inauguration du rond-point d'Acaé
- Inauguration du marché de Kingué
- Inauguration des villas de la Garde Républicaine
- Inauguration du Tribunal de première instance de Ntoun
- Construction de la caserne de la Garde Républicaine
- Inauguration de deux nouvelles casernes de sapeurs-pompiers (Nzeng-Ayong et Bikélé)

- Réhabilitation du Lycée public de Montalier
- Remise de 6000 bacs et bennes à ordures

3- Éducation et Emploi (3/21) → 14% des réalisations

- 2200 postes budgétaires (santé et éducation)
- 116 jeunes intégrés à l'Ethiopian Airline Academy
- Relance du programme "Un Gabonais, un Taxi" avec 417 taxis distribués

4- Transports et Énergie (3/21) → 14% des réalisations

- Inauguration de la centrale solaire d'Ayeme
- Baptême du nouveau Ferry du Gabon
- Construction d'une caserne de la Garde Républicaine

5- Justice et Sécurité (1/21) → 5% des réalisations

- Amnistie et libération de 1000 prisonniers d'opinion

Analyse de l'impact des mesures réalisées sur la population

A. Santé et Services Sociaux

- Infrastructures de santé : L'inauguration de centres de santé (Zogogoane, Ovan) et la réduction du prix du gaz ont un impact direct sur les populations vulnérables, offrant un meilleur accès à la santé et un soulagement pour les foyers.
- Mobilité réduite : La remise de scooters aux personnes à mobilité réduite améliore significativement leur mobilité et leur autonomie, ce qui représente un progrès dans l'inclusion sociale.

B. Emploi et Éducation

- Postes budgétaires : L'attribution de 2200 postes (1200 pour la santé et 1000 pour l'éducation) semble avoir un impact positif immédiat en matière de création d'emplois, mais ces mesures sont des régularisations et non de nouveaux recrutements.
- Bourses et formation : L'initiative avec l'Ethiopian Airline Academy (116 jeunes formés) a le potentiel de soutenir la formation dans le domaine de l'aéronautique. Bien que son impact à long terme doit encore être évalué.

C. Infrastructure et Mobilité

- Infrastructures urbaines : L'inauguration du marché de Kinguéle et du rond-point d'Acaé améliore la qualité de vie des résidents en facilitant les échanges commerciaux et la circulation.
- Transports : La construction de nouvelles casernes de pompiers et le baptême du nouveau ferry augmentent la sécurité et facilitent la mobilité, bien que les grands projets de transport restent partiellement en retard (comme la ligne de chemin de fer).

D. Environnement et Services Publics

- Propreté publique : La remise de bacs à ordures et l'installation de bennes a un impact direct sur la propreté urbaine, mais cela ne réduit pas les risques sanitaires car trop d'immondices inondent encore les différents quartiers.

Focus sur les 59 promesses restantes et leurs blocages

L'analyse des 59 promesses restantes et des blocages associés met en lumière plusieurs facteurs clés qui ont entravé la réalisation des projets gouvernementaux au Gabon. En effet, ces blocages sont souvent liés à une gestion inefficace des ressources, une mauvaise allocation des priorités, et des problèmes systémiques qui ont nui à l'exécution des promesses faites à la population. Voici une analyse détaillée des causes sous-jacentes de ces blocages, en mettant particulièrement l'accent sur la situation des étudiants gabonais à l'étranger, la gestion des finances publiques et les répercussions pour la population.

1. Mauvaise gestion du budget de l'État et détournements de fonds

La mauvaise gestion du budget est l'un des principaux facteurs expliquant pourquoi de nombreuses promesses restent non réalisées. Les détournements massifs des deniers publics, souvent évoqués dans les rapports d'audit légers, ont été un frein important à l'exécution des projets d'infrastructure, de santé et d'éducation. En l'absence de contrôles rigoureux, des fonds qui devraient être alloués à des projets d'impact social, comme la construction d'écoles ou la réhabilitation des hôpitaux, sont détournés vers des projets personnels ou inutiles.

2. Mauvaise gestion des priorités : Des choix controversés

Les choix politiques et les décisions gouvernementales sur les priorités du pays ont souvent été controversés. Par exemple, l'achat d'avions présidentiels a soulevé une grande indignation alors que des besoins essentiels, tels que le paiement des bourses d'études des étudiants gabonais à l'étranger, sont ignorés. De nombreux étudiants, se retrouvant sans moyens financiers pour continuer leurs études, sont laissés à l'abandon alors que les priorités du gouvernement semblent se concentrer sur des dépenses moins urgentes. Cela a créé un fossé de mécontentement parmi la jeunesse gabonaise, en particulier parmi ceux qui ont investi dans leurs études à l'international dans l'espoir d'un avenir meilleur.

3. Retard dans le paiement des bourses et pensions

Le retard dans le paiement des bourses d'études, notamment pour les étudiants gabonais à l'étranger, est un problème récurrent. Ces étudiants sont confrontés à d'énormes difficultés financières qui entravent leur capacité à se concentrer sur leurs études. Dans de nombreux cas, ces étudiants se retrouvent sans ressources pour payer leurs frais de scolarité, leurs loyers ou leurs dépenses quotidiennes. Parallèlement, les retraités sont également confrontés à des retards dans le paiement de leurs pensions, ce qui affecte leur qualité de vie. Ce manque de régularité dans les paiements est le résultat direct d'une mauvaise gestion des finances publiques et d'une mauvaise planification budgétaire.

4. L'augmentation de la dette intérieure et l'incapacité à rembourser les créanciers

Une autre conséquence de la mauvaise gestion budgétaire est l'augmentation de la dette intérieure. Cette dette a conduit à une pression accrue sur les finances publiques, limitant les ressources disponibles pour financer des projets de développement social, comme la construction d'hôpitaux, d'écoles, et d'infrastructures essentielles. Cette situation a entraîné un blocage dans l'exécution de plusieurs projets d'envergure. De plus, la situation a été exacerbée par les prêts contractés auprès des institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI, qui ont suspendu les paiements en raison de l'incapacité du gouvernement à honorer ses engagements financiers.

5. Problèmes dans le secteur de la santé

Le secteur de la santé a été l'un des plus touchés par ces dysfonctionnements. La CNAMGS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale) a cessé de rembourser les frais médicaux, ce qui a eu un impact direct sur l'accès aux soins pour une grande partie de la population

De plus, les pharmacies publiques ne délivrent plus de médicaments faute de paiement par l'État. Cette situation a créé une crise sanitaire pour les Gabonais, qui ne peuvent plus bénéficier de soins médicaux abordables, ce qui va à l'encontre des promesses d'amélioration des conditions de vie et d'accès à la santé pour tous.

6. L'échec des projets économiques et la création d'emplois

Les projets économiques, comme le rachat d'Assala, la création de Fly Gabon et le retour de la SNBG (Société Nationale des Brasseries du Gabon), ont été critiqués pour leur incapacité à générer de réels emplois durables pour la population gabonaise. Ces initiatives sont souvent perçues comme des "éléphants blancs" qui ne permettent pas de répondre aux besoins économiques réels du pays. Au lieu de générer des emplois pour les jeunes, ces projets ont été sources de dépenses publiques supplémentaires sans réel retour sur investissement. Cette situation est un échec direct en matière de développement économique et d'amélioration des conditions de vie des Gabonais.

7. Blocages dans les chantiers d'infrastructure

Les projets d'infrastructures, comme la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux, ont été freinés par des problèmes de financement. En raison de la gestion erronée du budget et des dettes accumulées, plusieurs chantiers ont été suspendus, faute de paiement des entreprises de construction et des prestataires. Des institutions internationales comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ont suspendu leurs financements en raison de l'incapacité du gouvernement à rembourser ses dettes, ce qui a ralenti la mise en œuvre de nombreuses promesses d'infrastructures.

8. Le blocage des réformes dans le secteur du logement et de l'éducation

Les projets de construction de logements sociaux et de réhabilitation des écoles ont également souffert de la mauvaise gestion budgétaire et du manque de financements. Bien que des projets aient été lancés, beaucoup ont été stoppés en cours de route en raison du manque de ressources financières. Cela a entraîné une stagnation dans les efforts visant à améliorer l'accès au logement pour les Gabonais et à renforcer le secteur éducatif. Les écoles restent en mauvais état et l'offre de logements sociaux est insuffisante pour répondre à la demande croissante.

PROMESSE	STATUT	PROMESSE	STATUT
1: Construction et modernisation des hôpitaux	Partiellement réalisé	43: Stimulation de l'entrepreneuriat	Très partiellement réalisé
2: Centre de santé de Zogogoane.	Réalisé	44: Amnistie et libération de 1 000 prisonniers d'opinion	Réalisé
3: Inauguration de l'institut Pr Gahouma (Projet ABO)	Non classé	45: Faciliter le retour au pays de tous les exilés politiques	Partiellement réalisé
4: Modernisation des plateaux techniques médicaux	Très partiellement réalisé	46: Inauguration du premier orphelinat de Moanda	Réalisé
5: Accès à la santé pour tous	Très partiellement réalisé	47: inauguration de la caserne de pompiers d'Akanda	Réalisé
6: Remise de 315 scooters aux personnes à mobilité réduite au stade de Nzenge-Ayong	Réalisé	48: projets de construction de logements sociaux et de viabilisation des terrains à Bikélé	Réalisé
7: Inauguration du rond-point d'Acaé, baptisé Jean François Aveyra	Réalisé	49: 2200 postes budgétaires soit 1200 pour les personnels de santé, et 1000 pour le personnel éducatif	Réalisé
8: Inauguration du marché de Kingué	Réalisé	50: construction de la Cathédrale Saint Charles Lwanga de Kouamoutou	Non réalisé
9: Construction et réhabilitation d'écoles	Très partiellement réalisé	51: Construction de la Caserne des Sapeurs-Pompiers de Kouamoutou	Non réalisé
10: Relancer le concours d'entrée dans les Grandes Ecoles	Très partiellement réalisé	52: construction du commissariat de police de Lastourville, comprenant des logements destinés aux agents	Non réalisé
11: Lutte contre la petite délinquance et le grand banditisme	Non réalisé	53: Travaux de construction d'un lycée moderne à Iboundji	Non réalisé
12: Ligne de chemin de fer Belinga-Boué-Mayumba	Non réalisé	54: Mise en service d'une station radiotélévision-internet à Iboundji	Non réalisé
13: Nouvelle caserne des sapeurs-pompiers de Lambaréné	Non réalisé	55: Marché de Ngouema	Partiellement réalisé
14: Travaux d'aménagement routier sur le site d'Andem	Très partiellement réalisé	56: Réhabilitation de la Radio 9 Oyem	Partiellement réalisé
15: Inauguration du Tribunal de première instance de Ntoum qui a compétence sur les départements du Komo-Mondah, Komo-Kangi et la Noya.	Réalisé	57: Chantier routier de l'axe Ovan-Makokou (projet initié par le gouvernement d'ABO)	Non classé
16: Chantier La Maison de l'enfant et de la femme à Fougamou	Partiellement réalisé	58: Inauguration des villas de la Garde Républicaine	Réalisé
17: Chantier La Maison de la culture à Fougamou	Partiellement réalisé	59: Remise près de 6000 bacs de différentes capacités et une trentaine de bennes à ordures	Réalisé
18: Inauguration le nouveau Centre de santé d'Ovan	Réalisé	60: Réhabilitation du Lycée public de Montalier	Réalisé

19: Travaux de construction en cours du complexe scolaire de Bifoun	Partiellement réalisé	61: Chantier de la future Université Polytechnique Polyvalente de Libreville Nord, située au Cap Esterias	Partiellement réalisé
20: Inauguration de la centrale solaire d'Ayeme	Réalisé	62: Chantier de construction de la future ambassade de la République Gabonaise en Guinée Équatoriale.	Partiellement réalisé
21: 116 jeunes gabonais ont intégré l'Ethiopian Airline Academy grâce aux bourses ANAC-ANBG	Réalisé	63: Livraison d'équipements médicaux et de pompes hydrauliques à Mekambo	Non réalisé
22: Un Gabonais, un Taxi " avec la remise de 417 taxis à des citoyens gabonais	Réalisé	64: Travaux de la nouvelle caserne des sapeurs-pompiers de Makokou	Non réalisé
23: Chantiers à Francevielle et Masuku 2 - Grande boucherie - Constructions des Villas des hôtes de marque - Construction de la salle polyvalente - Construction de la nouvelle cathédrale - Travaux en cours au pavillon présidentiel	Partiellement réalisé	65: Construction du marché municipal de Nguema sur 2 niveaux pouvant abriter: - des boutiques, des étals - une pharmacie - une infirmerie - une mairie - une caserne de pompier - un poste de police.	Non réalisé
24: Rétablissement des bourses pour les élèves du secondaire	Très partiellement réalisé	66: Lancement la réception du signal des émissions de radio et de télévision dans la localité d'Ovan	Non réalisé
25: Payer les pensions et rappels des retraités	Partiellement réalisé	67: Réviser les lois du foncier en république gabonaise	Partiellement réalisé
26: Doter les ménages en eau et en électricité	Non réalisé	68: Réalisation de 421 km de route bitumée et en pavées	Très partiellement réalisé
27: Réduction du prix de la bouteille de gaz (5 950 FCFA → 4 950 FCFA)	Réalisé	69: Stimuler le recrutement des jeunes par les entreprises locales	Non réalisé
28: Construction et achèvement des logements sociaux	Très partiellement réalisé	70: Restauration des aéroports de Makokou et d'Oyem	Très partiellement réalisé
29: Construction de logements à Iboundji	Non réalisé	71: Réviser les conditions d'attribution de la nationalité gabonaise	Partiellement réalisé
30: Construction des circuits des examens de conduire et des Gare Routières mixtes à l'intérieur du pays.	Non réalisé	72: Investir d'avantage dans le système éducatif	Très partiellement réalisé
31: Construction du Port en eaux profondes de Mayumba	Non réalisé	73: Veillez au bien-être des populations gabonaises	Très partiellement réalisé
32: Construction de la route Ndéndé – Doussala	Non réalisé	74: Responsabiliser les forces de sécurité au service du Peuple et de la paix	Très partiellement réalisé
33: Travaux d'un complexe scolaire dans le 2ème arrondissement de la ville de Koulamoutou	Non réalisé	75: Créer des emplois	Non réalisé
34: Ouverture d'un nouveau marché à Akanda	Partiellement réalisé	76: Protection de nos frontières	Partiellement réalisé

35: Construction de la caserne de la Garde Républicaine	Réalisé	77: Mise à disposition de 8900 postes budgétaires (enseignants, du personnel de santé, des professionnels des médias publics et des Forces de défense et de sécurité)	Partiellement réalisé
36: inauguration de l'usine de Batanga (Ancien projet)	Non classé		
37: Chantier des voiries urbaines dans le Woleu Ntem	Très partiellement réalisé	78: Chantier de la Cité de la Démocratie (qui comprend un centre de conférence, 55 villas pour Chefs d'État, un palais présidentiel, une clinique, un zoo et un plateau sportif)	Très partiellement réalisé
38: Baptême du nouveau Ferry du Gabon	Réalisé		
39: Inauguration des deux nouvelles casernes de sapeurs-pompiers situées à Nzeng-Ayong et à Bikélé	Réalisé		
40: Construction centrale thermique à Gaz de 8.5 Méga Watt à Mayumba pour électrifier les provinces de La NGOUNIÉ et de La NYANGA	Non réalisé	79: Extension de la route reliant la Guinée-Équatoriale et le Gabon via Oyem sur des tronçons de 32 et 36 kilomètres, ainsi que la construction d'un centre commercial et d'un complexe sanitaire à Zogogoane, dans le Canton Kye.	Très partiellement réalisé
41: Mise en place d'une ligne électrique aérienne de 110 km en 30 Kilo Volt pour électrifier de Tchibanga, Ndendé, Lebamba, Fougamou et Mouila.	Non réalisé		
42: Rénovation des routes à Mekambo	Non réalisé	80: Gymnase de handball de Port-Gentil	Non réalisé

Non réalisé	30,0%
Très partiellement réalisé	20,3%
Partiellement réalisé	20,3%
Réalisé	26,3%
Non classé	3,8%

Conclusion: Les gabonais restent sur leur faim

En résumé, les promesses non tenues par le gouvernement gabonais sont principalement liées à des problèmes de mauvaise gestion des finances publiques, de détournements de fonds, de priorités mal orientées, et de mauvaise planification des ressources. La situation des étudiants gabonais à l'étranger, qui n'ont pas perçu leurs bourses, illustre l'ampleur du décalage entre les engagements gouvernementaux et la réalité du terrain. Les projets de développement, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de l'emploi, ont été considérablement freinés par des problèmes internes de gestion et de financement.

Les Gabonais continuent de souffrir de ces dysfonctionnements, et une réforme en profondeur de la gestion des finances publiques et des priorités gouvernementales est essentielle pour que ces promesses soient tenues et pour que le pays puisse enfin réaliser un développement durable et équitable pour tous.

Le Prince de l'illusion

Le Général Brice Clotaire Oligui Nguema, né le 3 mars 1975, est une figure militaire gabonaise qui a accédé au pouvoir à la suite du coup d'État du 30 août 2023, renversant le président Ali Bongo. Issu d'un père enseignant d'ethnie Fang et d'une mère Teke, il a été formé à l'Académie royale militaire de Meknès au Maroc et a servi en tant qu'aide de camp du président Omar Bongo. Après le décès de ce dernier en 2009, Oligui a été nommé attaché militaire aux ambassades du Gabon au Maroc puis au Sénégal, avant de revenir au pays pour diriger la Garde républicaine en 2019



1- Stratégies de maintien au pouvoir

Pour asseoir son autorité et obtenir l'approbation populaire, le Général Oligui a multiplié les promesses de réformes et de développement. Cependant, malgré ces engagements, le pays continue de s'endetter, et de nombreux projets restent inachevés. Cette situation crée une illusion de progrès, tandis que la réalité économique et sociale du Gabon demeure stagnante.

2- Omniprésence et quête de reconnaissance

Le Général Président adopte une présence médiatique marquée, inaugurant diverses infrastructures, parfois mineures, telles que la pose de premières pierres, de routes ou l'ouverture de stations de radio. Cette omniprésence peut être interprétée comme une volonté de se montrer proche du peuple et de démontrer son engagement dans le développement national.

3- Perception par ses pairs et le peuple

Ancien militaire, Oligui semble désirer être perçu non seulement comme un leader fort, mais aussi comme un dirigeant apprécié de ses concitoyens. Cependant, cette quête d'affection est entravée par une gestion autoritaire, où la contradiction n'est pas tolérée parmi ses collaborateurs. Cette approche autoritaire, combinée à une gestion inefficace, révèle certaines de ses insuffisances en matière de gouvernance.

4- Influence de Machiavel et construction de l'image

Le Général Oligui prétend avoir lu Machiavel, suggérant une inspiration des préceptes du philosophe italien sur l'art de gouverner. Machiavel préconisait que le prince devait parfois user de ruse et de manipulation pour maintenir son pouvoir. Cependant, l'application de ces principes sans une compréhension profonde peut conduire à une déconnexion entre le dirigeant et son peuple, créant une façade de progrès qui masque des réalités moins reluisantes.

5- Impact des expériences personnelles

Les expériences personnelles, telles que la reconnaissance tardive par son père, ont pu façonner la personnalité du Général Oligui. Cette quête de reconnaissance paternelle pourrait se traduire, à l'âge adulte, par un besoin accru d'approbation et de validation, tant de la part de ses pairs que de la population.



Le Général Brice Oligui Nguema incarne une figure complexe, oscillant entre des aspirations à être un leader aimé et une gouvernance autoritaire. Ses actions créent une illusion de progrès, tandis que les défis structurels du Gabon persistent. Cette dualité soulève des questions sur la durabilité de son leadership et sur la véritable nature des réformes entreprises sous son régime.

Le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI)



1. Contexte historique et politique du coup d'État

Le 30 août 2023, un coup d'État a renversé le président Ali Bongo Ondimba, au pouvoir depuis 2009, après sa réélection controversée pour un troisième mandat. Le coup d'État a été mené par un groupe de militaires, connus sous le nom du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), dirigé par le général Brice Clotaire Oligui Nguema. Ce renversement est survenu à la suite de soupçons de fraude électorale et de mécontentement populaire envers le régime Bongo, en place depuis plus de 50 ans.

2. Les membres du CTRI et leur composition : la question de la transparence

Depuis leur arrivée au pouvoir en août 2023, les membres du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) n'ont pas été présentés de manière officielle au public. Bien que le général Brice Clotaire Oligui Nguema, leader du CTRI, soit connu, la majorité des autres membres de cette junte militaire n'ont pas été identifiés de manière publique, ni leurs rôles clairement définis. Cette absence de transparence sur l'identité des membres du CTRI, leur composition exacte et leur répartition des fonctions au sein du gouvernement de transition a suscité de nombreuses interrogations et suscite de la méfiance parmi la population gabonaise et au niveau international.

Les raisons de cette absence de présentation officielle

- **Préoccupation pour la sécurité et la stabilité du régime** : La junte militaire, après avoir pris le pouvoir par la force, a peut-être choisi de maintenir une certaine opacité afin de préserver la sécurité de ses membres. En effet, dans un contexte post-coup d'État, dévoiler les noms et les fonctions de chaque membre de la junte pourrait exposer certains à des représailles, que ce soit de la part des partisans du président renversé, Ali Bongo, ou d'autres factions rivales au sein du pays. Une telle stratégie vise également à éviter de donner des cibles aux mouvements de protestation ou à des tentatives d'assassinat politique.

- **Risque de légitimité contestée** : Un autre facteur qui pourrait expliquer cette discrétion est le risque de légitimation du pouvoir militaire. En l'absence d'une présentation officielle et d'un processus démocratique transparent, le peuple et la communauté internationale ne connaissent pas encore les véritables visages des dirigeants de la transition. Cela permet aux membres du CTRI d'éviter des critiques directes et de maintenir une certaine zone de confort. Cette situation favorise également la concentration du pouvoir entre les mains du général Oligui Nguema, sans qu'il n'y ait un débat public sur les autres figures militaires ou civiles qui le soutiennent.
- **Gestion des relations diplomatiques** : Dans un contexte où le CTRI essaie de se positionner sur la scène internationale, garder secrètes certaines informations pourrait être une tactique stratégique pour négocier avec les puissances étrangères, en particulier les anciens alliés du régime de Bongo. La junte peut ainsi essayer de maintenir une relation plus fluide avec des partenaires internationaux qui seraient sceptiques face à une transition militarisée, mais qui peuvent être plus enclins à interagir avec un gouvernement moins transparent.

Le ressenti populaire et l'impact de cette opacité

L'absence de présentation officielle des membres du CTRI a provoqué une suspicion croissante parmi le peuple gabonais. Plusieurs points soulevant cette méfiance sont les suivants :

- **Manque de confiance envers un pouvoir non démocratique** : Le fait que la junte ne s'ouvre pas sur l'identité de ses membres nourrit une suspicion de gouvernance opaque et autocratique. Les Gabonais, dont une grande partie était déjà mécontente du régime de Bongo, se retrouvent avec un autre gouvernement qui semble encore plus clos sur lui-même. Le manque de clarté sur les acteurs au pouvoir renforce les craintes d'un pouvoir qui pourrait se maintenir par la force, et non par des moyens démocratiques.
- **La question de l'inclusivité et de la représentativité** : L'absence de figures civiles connues au sein du CTRI et le contrôle militaire apparent soulèvent la question de la représentativité du nouveau gouvernement. Le peuple se demande si cette transition bénéficie réellement à la population dans son ensemble ou si elle est une simple réorganisation du pouvoir entre les mains de l'armée, sans véritable vision pour un retour à la démocratie. L'authenticité du processus de transition est donc mise en doute.

- Absence de légitimité démocratique: La majorité des Gabonais n'ont pas élu les membres du CTRI et la transition a été imposée par un coup d'État. En n'ayant pas de présentation officielle, ces membres apparaissent comme une élite fermée qui se réserve le droit de gouverner sans la consultation du peuple. Cela renforce le sentiment de rupture avec la démocratie, car le peuple se trouve une nouvelle fois privé de son droit à la représentation politique.

Pourquoi cacher leur identité ?

Le choix de ne pas dévoiler les membres du CTRI pourrait être perçu comme une tentative d'éviter une contestation immédiate ou de minimiser l'exposition des figures militaires clés au regard du public. Cette décision peut aussi être une mesure tactique pour renforcer l'unité au sein de la junte, éviter les dissensions internes et rendre plus difficile la désignation de boucs émissaires en cas d'échec du processus de transition.

Cependant, cela soulève des questions légitimes concernant la transparence et la responsabilité politique. Le peuple gabonais, ainsi que la communauté internationale, attendent de la part du CTRI une plus grande ouverture sur ses membres et ses intentions à court et moyen terme. En fin de compte, l'absence d'une telle transparence pourrait nuire à la légitimité du régime et à la confiance du public envers le processus de transition.

En résumé, l'opacité entourant les membres du CTRI alimente la suspicion et le manque de confiance parmi la population gabonaise. Si cette discrétion peut avoir des raisons sécuritaires et politiques, elle soulève également des interrogations sur la volonté réelle du CTRI de mener une transition véritablement inclusive et démocratique.

La Nouvelle Constitution



Un Outil Politique pour la Consolidation du Pouvoir d'Oligui ?

La révision de la Constitution du Gabon, adoptée suite au Dialogue National Inclusif et validée par le référendum du 16 novembre 2024, a suscité de vives discussions. Si certains y voient un moyen de moderniser et de démocratiser le pays, d'autres estiment que la nouvelle constitution est en réalité taillée sur mesure pour permettre au général Brice Clotaire Oligui Nguema de consolider son pouvoir et de garantir une pérennité politique. De plus, cette réforme a également été critiquée pour son exclusion de la diaspora gabonaise, un groupe clé dans la société gabonaise.

1. La Nouvelle Constitution : Un Instrument pour Oligui ?

La révision constitutionnelle adoptée pendant la transition présente plusieurs aspects qui ont conduit certains analystes et observateurs à penser qu'elle a été conçue de manière à favoriser la position de Brice Oligui Nguema. Les principaux points qui soutiennent cette idée incluent :

Renforcement de la Présidence

- Pouvoir étendu du président : La nouvelle constitution pourrait permettre au président de disposer de pouvoirs renforcés. Par exemple, des changements relatifs aux prérogatives présidentielles permettent une gestion plus directe des institutions nationales, ce qui pourrait réduire la portée de l'opposition et des contre-pouvoirs.
- Présidence à vie ou prolongation du mandat : Bien que la constitution ne soit pas explicitement favorable à une présidence à vie, elle pourrait permettre à Oligui de prolonger son mandat sans contrainte, notamment par des révisions futures ou des interprétations flexibles de la loi.

- Absence de limitation stricte des mandats : Certaines révisions ne renforcent pas de manière explicite la limitation des mandats présidentiels à deux, laissant une certaine liberté pour qu'Oligui puisse potentiellement se maintenir au pouvoir après la fin de la période de transition. Ce point a généré des préoccupations sur la création d'un système présidentiel pérenne, favorisant la stabilité de l'actuel pouvoir tout en ne rendant pas le changement politique aisé.

Contrôle des Institutions

- Renforcement de l'influence de l'exécutif : La nouvelle constitution semble renforcer le contrôle de l'exécutif sur les autres pouvoirs de l'État (législatif et judiciaire). Les mécanismes de nominations et d'approbation des juges et des ministres par le président de la République augmentent sa domination sur les institutions.
- Centralisation du pouvoir militaire : Le général Oligui, en tant que leader militaire, pourrait tirer parti des nouvelles dispositions permettant un contrôle accru de l'armée et des forces de sécurité, sécurisant ainsi son pouvoir face à toute opposition potentielle.

Vague réformes symboliques mais peu substantielles

- Réformes sans fondement profond : Certaines réformes annoncées, telles que l'instauration de la transparence et la lutte contre la corruption, sont perçues comme symboliques sans véritable mécanisme de contrôle indépendant. Le système de contrôle pourrait en effet être mis en place mais resté sous la coupe de l'exécutif, permettant ainsi à Oligui de maintenir sa mainmise sur les institutions sans réellement changer la dynamique politique.

2. L'Exclusion de la Diaspora : Une Ombre sur la Nouvelle Constitution

Absence de Représentation Politique pour la Diaspora

L'exclusion de la diaspora gabonaise est un autre élément qui a suscité des critiques concernant cette révision constitutionnelle.

Bien que la diaspora soit un pilier économique essentiel pour le pays, via les transferts de fonds, elle est exclue du processus politique. L'article 43, qui impose une résidence de trois ans au Gabon avant l'élection présidentielle, prive également la diaspora de toute chance d'être représentée. De plus, cela donne l'impression d'un système politique où seuls les résidents, plus facilement contrôlables, sont représentés, marginalisant ainsi une part importante de la population, notamment en termes de droits politiques et d'influence dans la gestion du pays.

Cela pourrait également entraîner une perte de légitimité du processus de transition et un sentiment de méfiance envers le gouvernement, en particulier parmi les Gabonais à l'étranger, qui se sentent déconnectés des décisions prises.

Impact sur l'unité nationale

- Fracture entre les résidents et la diaspora : L'absence de prise en compte des intérêts de la diaspora peut créer une fracture entre les Gabonais vivant à l'intérieur et ceux vivant à l'extérieur, particulièrement dans un contexte où les envois de fonds jouent un rôle crucial dans l'économie nationale. En outre, la diaspora, souvent plus critique du régime, se voit exclue d'un processus qui façonne l'avenir politique du pays.
- Manque de dialogue : L'absence de véritable consultation et d'inclusion de la diaspora dans les réformes constitutionnelles peut être perçue comme une baisse de légitimité du processus de transition, et cela pourrait entraîner un sentiment de méfiance envers le gouvernement d'Oligui, en particulier parmi les Gabonais à l'étranger qui peuvent se sentir déconnectés et non représentés dans les décisions prise

3. Impact Politique et Social de la Nouvelle Constitution

Consolidation du Pouvoir d'Oligui

- En renforçant l'exécutif, en limitant les contre-pouvoirs et en favorisant un contrôle accru sur les institutions, la nouvelle constitution semble permettre à Oligui de maintenir un pouvoir centralisé. Ce contrôle pourrait également affaiblir les mécanismes démocratiques de checks and balances, rendant difficile tout changement de pouvoir pacifique ou démocratique après la période de transition.
- Le général Oligui pourrait également utiliser les réformes pour se présenter comme un leader incontournable, légitimé par une constitution qui reflète largement ses intérêts.

Impact sur la Société Gabonaise

- Inquiétude chez les opposants : Les partis politiques de l'opposition et certains observateurs internationaux craignent que la constitution révisée ne soit qu'un outil destiné à garantir la continuité du régime militaire et à limiter la véritable pluralité politique dans le pays.
- Mise en place d'un régime hybride : Certains analystes voient dans cette révision constitutionnelle un retour vers un système hybride, où des éléments démocratiques sont présents, mais où le contrôle centralisé de l'exécutif empêche une véritable ouverture politique.

Copains, coquins et consanguins

Le général Brice Clotaire Oligui Nguema, malgré ses promesses initiales de rupture avec le régime déchu d'Ali Bongo, semble reproduire les mêmes pratiques qu'il avait lui-même condamnées lors de son investiture. Ses engagements en faveur d'une gouvernance exemplaire et du rejet du népotisme sont aujourd'hui mis à mal par des nominations familiales et des scandales financiers impliquant ses proches.



Nominations familiales et accusations de népotisme

Lors de son arrivée au pouvoir après le coup d'État du 30 août 2023, Oligui Nguema avait promis un changement radical et la fin des pratiques de favoritisme et de corruption. Il dénonçait le clan Bongo pour ses abus et promettait de remettre le pays sur la voie de la transparence et de la méritocratie. Pourtant, la nomination de membres de sa famille à des postes clés, comme son oncle à la Cour constitutionnelle ou encore son frère Aurélien Mintsas Mi Nguema impliqué dans des détournements de fonds, démontre qu'il s'inscrit dans la continuité des pratiques du passé.

Cette contradiction flagrante entre ses paroles et ses actes affaiblit son image et expose un double discours. Il condamne officiellement les dérives du régime précédent tout en perpétuant des pratiques similaires, illustrant ainsi une forme d'hypocrisie politique.

Dangers de la nomination de proches en politique

La nomination de proches à des postes de responsabilité présente plusieurs risques :

- **Conflits d'intérêts** : Les liens familiaux peuvent compromettre l'objectivité des décisions, menant à des choix favorisant les intérêts personnels au détriment de l'intérêt général.
- **Manque de transparence** : Le favoritisme peut entraîner une opacité dans la gestion des affaires publiques, rendant difficile la détection et la prévention des abus de pouvoir.
- **Affaiblissement de la confiance publique** : Le népotisme peut éroder la confiance des citoyens envers leurs dirigeants, alimentant le cynisme et la méfiance à l'égard des institutions.
- **Incompétence potentielle** : Nommer des proches sans tenir compte de leurs compétences peut mener à une inefficacité administrative et à une mauvaise gouvernance.

Trahison de la parole donnée

- **Désillusion et perte de confiance** : Les espoirs de changement portés par le coup d'État s'effritent face à cette continuité des pratiques de favoritisme et de gestion opaque du pouvoir. Le peuple, qui espérait une véritable rupture, se retrouve trahi et risque de sombrer dans une résignation accrue ou une colère grandissante.
- **Démobilisation citoyenne** : La confiance envers les institutions publiques est essentielle pour la stabilité du pays. En reproduisant les erreurs du passé, Oligui Nguema alimente un sentiment d'injustice et d'impuissance au sein de la population, en nommant son oncle à la tête de la tour de pise pour sécuriser son pouvoir.
- **Montée du mécontentement social** : Si ces pratiques persistent, elles pourraient engendrer un climat de contestation sociale. Les populations, déjà éprouvées par des décennies de mauvaise gouvernance, pourraient exprimer leur colère à travers des manifestations, des grèves ou des formes de résistance politique.
- **Frein au développement** : Un gouvernement basé sur le népotisme et la complaisance privilégie des personnes non compétentes à des postes clés, ce qui entrave la bonne gestion du pays et retarde les réformes nécessaires au développement.
- **Risque d'instabilité politique** : En trahissant ses engagements, Oligui Nguema pourrait se heurter à des oppositions internes, y compris au sein de l'armée et des cercles du pouvoir qui l'ont soutenu. À terme, cela pourrait fragiliser son régime et ouvrir la porte à de nouvelles crises politiques.

Le Touriste d'État



"Pendant que le peuple souffre et que les promesses de transition tardent à se concrétiser, Oligui Nguema joue les globe-trotteurs diplomatiques. Notre président est devenu un véritable Touriste d'État, toujours en déplacement pendant que le pays traverse une crise ! Entre deux inaugurations et sommets internationaux, trouvera-t-il enfin le temps de gouverner ?"

Depuis son accession au pouvoir en août 2023, le général Brice Oligui Nguema a multiplié les déplacements internationaux. **"En 17 mois seulement", il a effectué 36 voyages officiels**, soit une moyenne de deux déplacements par mois. Ce rythme effréné soulève des questions sur la priorité accordée à la diplomatie par rapport aux urgences nationales, notamment dans un pays où les défis économiques, sociaux et institutionnels restent criants.

Synthèse des déplacements

Nombre	Date	Pays	Motifs
1	07/02/2025	Malabo	6 ^e Session extraordinaire de la CEEAC sur la crise humanitaire en Afrique centrale
2	27/01/2025	Tanzanie	Sommet africain de l'énergie
3	07/01/2025	Ghana	d'investiture du nouveau président
4	16/12/2024	Yaoundé	Sommet Extraordinaire de la CEMAC aux côtés des autres chefs d'État de la sous-région
5	08/12/2024	France	Cérémonie de réouverture de Notre-Dame de Paris.
6	01/12/2024	Sénégal	Commémoration du massacre de Thiaroye
7	28/11/2024	Égypte	Visite de travail
8	25/11/2024	Bruxelles	Visite de travail
9	17/10/2024	Malabo	Sommet de la CEMAC
10	02/10/2024	France	19 ^{ème} Sommet de la Francophonie
11	21/09/2024	USA	79 ^{ème} Assemblée Générale de l'ONU
12	01/09/2024	Chine	Sommet FOCAC 2024
13	10/08/2024	Rwanda	Investiture du Président Rwandais
14	02/08/2024	Kampala	Visite de travail
15	25/07/2024	France	Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques Paris 2024
16	03/07/2024	Brazzaville	Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (CIAR)
17	28/05/2024	France	Visite officielle
18	22/05/2024	Mauritanie	Renforcement de la Coopération entre le Gabon et la Mauritanie
19	11/04/2024	Côte d'Ivoire	Visite d'amitié
20	13/03/2024	Congo Brazzaville	Hommage Edith Lucie Bongo Ondimba
21	29/02/2024	Nairobi	6 ^{ème} session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA)
22	18/01/2024	Sénégal	Inauguration de l'Ambassade du Gabon au Sénégal
23	06/12/2023	Yaoundé	Visite d'amitié
24	30/11/2023	Émirats arabes Unis	COP 28
25	15/11/2023	Guinée Bissau	50 ^{ème} anniversaire de l'indépendance du pays
26	09/11/2023	Ryad	Sommet d'Arabie Saoudite
27	27/10/2023	Brazzaville	Sommet des 3 bassins
28	26/10/2023	Malabo	Coopération bilatérale et multisectorielle entre Libreville et Malabo
29	25/10/2023	São Tomé et Príncipe	Visite de travail et d'amitié
30	20/10/2023	Burundi	Coopération
31	16/10/2023	Rwanda	Ouverture prévue d'une ambassade au Rwanda
32	11/10/2023	Kinshasa	Sanctions qui pèsent contre le Gabon à l'issue du coup d'état du 30 août 2023
33	10/10/2023	Tchad	Investiture du Général Deby Itno
34	04/10/2023	Bangui	Sollicitation pour la fin des sanctions
35	01/10/2023	Brazzaville	Relancer les relations avec Brazzaville
36	19/09/2023	Malabo	Le renforcement des relations bilatérales entre Libreville et Malabo.

1. Une diplomatie excessive au détriment des priorités nationales

Le général Oligui Nguema justifie ces voyages par la nécessité de repositionner le Gabon sur la scène internationale après la destitution d'Ali Bongo. Cependant, cette frénésie diplomatique donne l'impression que le chef de l'État consacre plus d'énergie à soigner son image à l'étranger qu'à répondre aux attentes des Gabonais.

Pendant qu'il voyage :

- **Le pays s'enfonce dans la crise économique** : Inflation, chômage, précarité croissante.
- **Les réformes promises stagnent** : Aucune avancée significative sur la lutte contre la corruption, la refonte des institutions ou la gouvernance économique.
- **Le malaise social s'accroît** : Les retraités attendent le paiement de leur retraite, les étudiants à l'étranger ne perçoivent pas leurs bourses d'études, les infrastructures se dégradent et les services publics sont en souffrance.

Son absence prolongée et répétée fragilise le pilotage du pays, donnant le sentiment d'un capitaine absent alors que la tempête s'intensifie.

2. Un coût économique non négligeable

Les déplacements présidentiels impliquent des frais colossaux :

- Déplacements en avion présidentiel ou vols privés
- Hébergement dans des hôtels de luxe pour lui et sa délégation
- Frais de sécurité, logistique et per diem pour les accompagnateurs.

Dans un pays confronté à des restrictions budgétaires et une dette publique élevée, ces dépenses sont difficilement justifiables. Combien de millions de francs CFA ont été engloutis dans ces voyages ? Ces ressources auraient pu être réaffectées à des secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé ou l'emploi.

3. Un risque d'isolement politique et de contestation populaire

L'opinion publique commence à percevoir ces voyages comme une déconnexion du pouvoir vis-à-vis des réalités locales.

- La population s'impatiente : Les attentes de rupture avec l'ancien régime sont déçues.
- Les critiques fusent : Les opposants dénoncent un dirigeant qui "fuit" les problèmes internes.

- L'armée et les soutiens du coup d'État s'interrogent : La transition devait être une période de réforme, pas de tourisme diplomatique.

À terme, cette situation pourrait fragiliser son autorité et susciter des contestations, voire ouvrir la porte à une instabilité politique.

Conclusion : Un président en perpétuel transit, un pays à l'arrêt

Le bilan de ces 17 mois de pouvoir soulève une question fondamentale : Oligui Nguema gouverne-t-il réellement ?

Son hyperactivité diplomatique contraste avec l'inertie des réformes internes et l'absence de solutions concrètes aux problèmes quotidiens des Gabonais.

Si ces voyages étaient censés renforcer le Gabon sur la scène internationale, leur multiplication sans résultats tangibles risque plutôt de fragiliser son pouvoir à l'intérieur du pays. Un chef d'État doit être présent pour gouverner. Or, au rythme actuel, Oligui Nguema semble plus proche d'un "Touriste d'État" que d'un véritable leader en période de transition.



L'Ossimania



L'association Ossimane

Fondée le 16 mars 2024 par Aurélien Mintsa Mi Nguema, son nom signifie « pensée » ou « vision ». Elle a pour objectif de rassembler les forces vives de la province du Woleu-Ntem, au Gabon, autour d'une vision de développement communautaire. L'association vise à insuffler une nouvelle dynamique dans le Grand Nord et à fédérer les populations locales.

Ossimane s'est étendue au-delà de sa province d'origine en installant des coordinations dans les neuf provinces du Gabon. Par exemple, la coordination provinciale de l'Estuaire a été officiellement installée en janvier 2025, en présence du président d'honneur de l'association, Brice Clotaire Oligui Nguema, qui est également le président de la Transition.

Président d'honneur

En théorie, un chef d'État en exercice doit se tenir à l'écart des associations qui pourraient être perçues comme partisans ou ethniques, surtout si elles bénéficient directement de son influence. **Cela pose un problème d'éthique et de conflit d'intérêts**, car une association soutenue par le président peut indirectement bénéficier de financements ou de faveurs politiques.

Dans un cadre démocratique transparent, le président d'un pays ne devrait pas être président d'honneur d'une organisation ayant des ambitions politiques, notamment si elle est accusée de tribalisme ou de clientélisme. Cela va à l'encontre du principe d'unité nationale et de neutralité de l'État.

Conflit d'intérêts et instrumentalisation politique

Si Ossimane sert de plateforme de soutien électoral pour Oligui Nguema, cela signifie qu'elle fonctionne comme un organe de propagande plutôt qu'une simple association de développement.

La présence de membres du gouvernement de l'ethnie Fang renforce l'idée d'un système basé sur l'ethnicité plutôt que sur les compétences. Ceux qui adhèrent à l'association pourraient le faire par opportunisme politique, afin de protéger leurs postes.

L'utilisation des ressources publiques (argent, influence, réseaux administratifs) pour financer et promouvoir une structure qui sert indirectement une campagne présidentielle est une pratique courante en Afrique centrale, mais elle affaiblit les principes démocratiques et de bonne

Quelles conséquences pour la présidentielle ?

Si Ossimane continue son expansion et que son influence est renforcée par l'État, cela pourrait fausser la concurrence électorale. Un président sortant ne devrait pas s'appuyer sur une structure parallèle pour mobiliser ses partisans sous couvert de "développement communautaire".

Pour finir, il y a bien un conflit d'intérêts, et la question du tribalisme dans la gestion de l'État est un problème majeur. Un président devrait rassembler tout le pays au lieu de s'appuyer sur des bases ethniques ou régionales pour conserver le pouvoir.

AJEV à Ossimane : le recyclage des réseaux d'influence au sommet de l'État

Les trois structures: Ossimane, l'AJEV et les Collégiens de Nourredine Bongo Valentin ont un point commun : elles sont des **associations politico-clientélistes** créées pour soutenir le pouvoir en place et servir d'instrument d'influence. Cependant, elles diffèrent en termes d'organisation, d'objectifs affichés et de leur lien avec les dirigeants du pays.

Comparaison et différences

Critères	AJEV	Collégiens de Nourredine	Ossimane
Période d'influence	2017 - 2019	2020 - 2023	2024 - aujourd'hui
Figure de tutelle	Brice Laccruche Alihanga	Nourredine Bongo Valentin	Aurélien Mintsa Mi Nguema (frère d'Oligui)
But officiel	Jeunesse et entrepreneuriat	Gestion des affaires présidentielles	Développement communautaire
But réel	Contrôle des nominations et finances	Contrôle des finances publiques et des nominations	Mobilisation électorale pour Oligui
Lien avec le président	Ali Bongo	Ali Bongo	Oligui Nguema
Clientélisme ethnique ?	Non (structure plus nationale)	Non (réseau fermé mais non ethnique)	Oui (base Fang-Woleu Ntem)
Sort final	Démantelé après la chute de Laccruche	Démantelé après le coup d'État	En pleine expansion

Les mêmes méthodes, les mêmes erreurs : le Gabon piégé dans son passé

Ossimane semble suivre le même schéma que l'AJEV et les Collégiens de Nourredine Bongo Valentin : une structure créée par des proches du président en place pour asseoir leur pouvoir et contrôler l'accès aux ressources de l'État.

Différences majeures :

- Contrairement à l'AJEV et aux Collégiens, Ossimane est perçue comme plus ethnique et régionaliste, ce qui l'expose aux accusations de tribalisme et de favoritisme.
- L'AJEV et les Collégiens ont été éliminés après la chute de leurs mentors, ce qui pourrait aussi arriver à Ossimane si Oligui Nguema perd le pouvoir.

Similitude principale :

- Ces organisations ne survivent que tant que leur protecteur est en place. Dès que le régime change, elles sont balayées.

Ossimane pourrait bien être un nouvel outil de clientélisme politique qui servira à préparer la présidentielle, mais comme les précédentes, elle risque de disparaître si Oligui Nguema quitte le pouvoir.

Les Scandales Financiers



Quand le changement rime avec continuité!

Le 30 août 2023, le Gabon basculait dans une nouvelle ère. Un vent de renouveau soufflait sur le pays, porté par les promesses du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) : transparence, gouvernance exemplaire, et fin des détournements qui ont longtemps gangrené l'État. Fini les passe-droits, les marchés douteux et les comptes offshore bien garnis ! Enfin, c'est ce qu'on croyait...

Un an plus tard, la réalité nous rappelle à l'ordre, et le refrain est tristement familier. Des milliards de FCFA s'évaporent dans des affaires aux intitulés dignes d'un thriller politique : CNAMGS, Fly Gabon, Aggreko-Karpowership, Assala Energy, Carlyle, et la liste continue. Pendant que les discours officiels promettent le changement, les mêmes méthodes persistent en coulisses : contrats opaques, enrichissement personnel, pétrole gagé sur plusieurs années... et toujours ce sentiment que l'avenir du pays se joue comme une partie de poker où seuls quelques initiés connaissent les règles.

Alors, que reste-t-il de l'idéal de rupture ? Le CTRI, censé assainir les finances publiques, semble aujourd'hui piégé par les travers qu'il dénonçait hier. Une transition qui prend des airs de déjà-vu, où le mot "gouvernance" rime plus souvent avec opacité qu'avec transparence. Et si, finalement, les promesses de changement n'étaient qu'un mirage ?

1.Continuité des méthodes d'opacité et de prédation financière

- **Le scandale Aurélien Mintsa Mi Nguema** : Le frère du chef de la transition a été limogé de son poste de Directeur Général du Budget après des soupçons de détournements massifs et de favoritisme. Cette affaire démontre que le népotisme et l'enrichissement personnel restent des pratiques courantes, malgré les discours officiels sur la rupture avec l'ancien système.
- **La crise à la SEEG** : La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon a traversé une crise institutionnelle majeure, culminant avec le limogeage de son directeur général, Joël Lehman Sandoungout, en août 2023.
- **L'affaire Aggreko-Karpowership** : L'attribution opaque du marché de production énergétique à Karpowership, en remplacement d'Aggreko, a révélé des soupçons de corruption et de rétrocommissions. Le contrat, jugé coûteux et mal négocié, a finalement été suspendu sous la pression publique.
- **Nationalisation d'Assala Energy** : Le gouvernement de transition a nationalisé Assala Energy, renforçant ainsi la souveraineté du Gabon sur ses ressources pétrolières. Cette initiative a été perçue comme une rupture avec la gestion précédente, mais a également soulevé des questions sur la viabilité financière de l'opération.
- **Le scandale de la CNAMGS** : Une gestion catastrophique des fonds destinés à l'assurance maladie a entraîné des malversations financières à grande échelle, avec un budget inexplicablement multiplié par 13. Plusieurs hauts responsables ont été suspendus, mais l'affaire a mis en évidence la persistance des détournements de fonds publics. Parallèlement, les pharmacies affiliées au Syndicat des Pharmaciens du Gabon (Sypharga). Ces impayés, estimés à plusieurs milliards de FCFA, ont conduit le Sypharga à suspendre, depuis le 1er janvier 2025, la délivrance de médicaments aux assurés de la CNAMGS, aggravant ainsi la situation des bénéficiaires.
- **La crise financière du FGIS et de la SNBG** : Des enquêtes ont révélé des irrégularités dans la gestion de ces structures stratégiques, impliquant des pertes de plusieurs milliards de FCFA.
- **Affaire Mays Mouissi** : Le ministre de l'Économie, Mays Mouissi, a été démis de ses fonctions en janvier 2025 après la suspension par la Banque mondiale de ses décaissements en faveur du Gabon en raison d'impayés. Il a ensuite été nommé ministre de l'Environnement et du Climat. Parallèlement, une enquête a été ouverte sur un enrichissement suspect le concernant, portant sur des acquisitions immobilières et des projets d'envergure réalisés en peu de temps.

2. Une gouvernance marquée par l'immobilisme et la perpétuation du système Bongo

Le CTRI se voulait une alternative à la gestion autocratique et corrompue des Bongo, mais la réalité montre qu'il fonctionne avec les mêmes mécanismes :

- **Absence de transparence dans les passations de marchés publics** : L'attribution de contrats juteux à des entreprises controversées comme Karpowership rappelle les pratiques opaques de l'ère Bongo.
- **Népotisme et favoritisme** : L'affaire Mintsa Mi Nguema illustre la persistance des dynamiques de clan au sommet de l'État.
- **Détournements massifs et impunité** : Malgré des limogeages spectaculaires, très peu de condamnations ont été prononcées, suggérant une justice à géométrie variable.
- **Crise de gestion des finances publiques** : Les arriérés de paiement aux institutions internationales et aux fournisseurs montrent que les problèmes structurels ne sont pas réglés.

3. Impact sur la crédibilité du CTRI : vers une transition discréditée ?

- **Érosion de la confiance populaire** : Initialement soutenu par une large frange de la population, le CTRI voit aujourd'hui son image se détériorer face aux affaires de corruption qui rappellent celles du régime précédent.
- **Pressions internationales** : La mauvaise gestion des finances publiques a conduit à une méfiance accrue des partenaires financiers comme la Banque mondiale.
- **Menace sur la stabilité politique** : Le manque de résultats concrets en matière de gouvernance pourrait alimenter un mécontentement populaire et fragiliser le régime de transition.

Conclusion : une transition en échec ?

Plutôt que de rompre avec l'ancien système, le CTRI semble perpétuer les pratiques de l'ère Bongo, ce qui fragilise sa crédibilité et pourrait compromettre le processus de transition. Sans un sursaut réel en faveur de la transparence et de la lutte contre la corruption, cette période risque de devenir une simple parenthèse, sans impact significatif sur la transformation du Gabon.

La SEEG

La SEEG est sensée **“assurer”** le service public de l'eau potable et de l'électricité sur toute l'étendue du territoire national.

1. Le contraste démographique et les besoins fondamentaux non satisfaits

Le Gabon, bien que riche en ressources naturelles, reste un pays à faible population, avec environ 2,4 millions d'habitants. Cette faible densité démographique devrait théoriquement permettre une gestion plus facile des services publics. Cependant, malgré ces atouts, les besoins fondamentaux en eau et en électricité ne sont toujours pas satisfaits de manière optimale.



En effet, les populations dans certaines régions du pays, en particulier dans les zones rurales, continuent de souffrir de l'accès insuffisant à ces services de base, malgré les promesses répétées de la SEEG et de l'État.

L'incapacité de fournir de manière adéquate ces services montre une gestion défailante, notamment par un manque d'investissements dans les infrastructures. Cette situation contraste fortement avec le faible nombre d'habitants et les ressources naturelles abondantes du Gabon. Au lieu de concentrer les efforts sur le développement durable des infrastructures pour répondre aux besoins de la population, une grande partie des investissements semble être détournée ou mal utilisée.

2. Les coupures d'eau et d'électricité

Les coupures fréquentes d'électricité et les problèmes de pression d'eau sont des réalités quotidiennes pour de nombreux Gabonais, même dans les zones urbaines. Ces coupures impactent non seulement les foyers, mais aussi les infrastructures publiques et les entreprises. Par exemple, des délestages de plus en plus fréquents affectent gravement des secteurs essentiels comme les hôpitaux, où l'accès constant à l'électricité est crucial pour le bon fonctionnement des équipements médicaux et la sauvegarde des vies humaines. La situation est particulièrement inquiétante dans les hôpitaux qui dépendent des générateurs d'urgence pour compenser les coupures, ce qui génère des coûts supplémentaires et des risques accrus d'incidents sanitaires.

Cette situation de pénurie énergétique et d'approvisionnement insuffisant en eau crée une instabilité dans le quotidien des Gabonais, affectant non seulement leur confort, mais aussi leur sécurité sanitaire, notamment en période de chaleur où l'eau est encore plus vitale.

3. Infrastructures obsolètes et insuffisantes

L'un des problèmes les plus persistants réside dans la vieillesse des infrastructures, tant pour l'eau potable que pour la production et la distribution d'électricité. Les infrastructures vieillissantes de la SEEG, qui n'ont pas bénéficié de mises à jour substantielles, sont souvent la cause des coupures récurrentes. Le système électrique repose principalement sur l'hydroélectricité, une ressource qui, bien qu'abondante au Gabon, ne suffit plus à répondre aux besoins croissants du pays. De plus, l'incapacité à moderniser ces infrastructures entraîne une insuffisance de la capacité de production d'énergie.

Les infrastructures hydroélectriques existantes sont en grande partie obsolètes et, sans investissements réguliers pour leur modernisation ou la construction de nouvelles centrales, la situation continue de se dégrader. Le manque de maintenance et de gestion efficace des installations existantes contribue également à la détérioration des services, augmentant ainsi la fréquence des délestages et des pannes.

En raison de cette obsolescence, le pays est également limité dans sa capacité à intégrer des sources d'énergie renouvelable alternatives, comme l'énergie solaire, qui pourraient alléger la pression sur le réseau et améliorer la couverture énergétique à long terme. Le manque de diversification énergétique rend le Gabon particulièrement vulnérable aux ruptures d'approvisionnement et aux fluctuations des conditions météorologiques affectant les barrages hydroélectriques.

4. Impact des coupures d'électricité sur les services essentiels : Un danger pour les populations

Les coupures d'électricité ne se contentent pas d'affecter les foyers et les entreprises privées, elles ont aussi des conséquences désastreuses pour des services vitaux, notamment dans les hôpitaux et centres de santé. Ces établissements dépendent fortement d'une alimentation électrique stable pour maintenir les équipements médicaux (tels que les incubateurs, les appareils de radiologie et les dispositifs de surveillance des patients), ainsi que pour garantir la conservation des médicaments sensibles à la température. En l'absence de solutions de secours adéquates, des vies humaines peuvent être mises en danger.

Le phénomène des coupures fréquentes est aussi un facteur d'aggravation des conditions sanitaires, en particulier dans les zones où l'approvisionnement en eau est déjà limité. L'absence d'une pression d'eau constante peut entraîner des pénuries d'eau potable, une situation particulièrement dangereuse pour les populations vulnérables, comme les enfants et les personnes âgées. Ce manque d'eau entrave également l'accès à une hygiène adéquate, augmentant ainsi le risque de propagation de maladies d'origine hydrique.

5. Scandale financier : SEEG et l'affaire Aggreko-Karpowership

L'un des scandales majeurs concernant la SEEG est l'affaire Aggreko-Karpowership, deux sociétés de production d'électricité qui ont été impliquées dans des contrats controversés. Ces entreprises, spécialisées dans la fourniture d'électricité temporaire via des centrales flottantes ou mobiles, ont signé des accords lucratifs avec l'État gabonais. Cependant, ces contrats ont été largement critiqués en raison des coûts excessifs, de la mauvaise gestion des ressources publiques et de la rentabilité douteuse des investissements réalisés. Ces contrats ont représenté une charge financière énorme pour un pays dont les besoins énergétiques demeurent insatisfaits.

Pressé par les délestages intempestifs, Brice Clotaire Oligui Nguema a dû faire appel à nouveau à la société turque Karpowership. le contrat signé l'an dernier entre l'État gabonais et ladite société a récemment été renégocié à la baisse. La société turque devrait bientôt aider à soulager les ménages de Libreville confrontés aux coupures d'électricité récurrentes.

5. La mauvaise gestion des priorités et l'utilisation des fonds publics : Eléphants blancs et projets non prioritaires

Le manque de priorisation des investissements et la mauvaise gestion des fonds publics ont exacerbé la situation. Les ressources publiques ont été détournées vers des projets d'éléphants blancs, des infrastructures inutiles et coûteuses qui ne répondent pas aux besoins immédiats de la population. Des projets comme des stades ou des complexes touristiques ont capté une proportion importante des fonds, au détriment de projets essentiels comme la rénovation des réseaux d'eau et d'électricité, qui sont pourtant cruciaux pour le développement durable du pays.

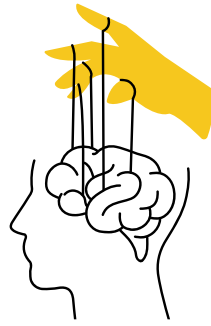
Ce gaspillage des fonds publics met en évidence l'inefficacité de la gouvernance et une absence de vision stratégique, alors que les besoins fondamentaux de la population, en particulier en matière de services publics, sont largement insatisfaits.

6. L'échec de la gestion de la transition : Discours populistes et échecs concrets

Le président de la transition, qui a pris le pouvoir récemment, a multiplié les discours populistes et les promesses sur l'amélioration des conditions de vie de la population. Il a annoncé des réformes ambitieuses, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'eau, mais jusqu'à présent, ces engagements sont restés largement sans suite. Son incapacité à mettre en œuvre des solutions tangibles met en lumière un échec de leadership et de gouvernance.

Les discours politiques sont souvent en décalage avec la réalité du terrain. Par exemple, malgré sa participation au sommet sur l'énergie en Tanzanie en janvier 2025, où des discussions sur la transition énergétique et la coopération énergétique en Afrique ont eu lieu, le président gabonais semble négliger les besoins immédiats de son propre pays. Au lieu de concentrer ses efforts sur des solutions locales et urgentes pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population en eau et électricité, il continue à participer à des sommets internationaux qui, à ce stade, n'apportent aucune réponse directe aux besoins du Gabon.

La politique spectacle



Sous la présidence de Brice Clotaire Oligui Nguema, le mode de gouvernance semble se concentrer sur l'image, les symboles et la mise en scène, plutôt que sur des actions concrètes et des résultats tangibles. En privilégiant les apparitions publiques, les inaugurations et d'autres événements médiatisés, il donne l'impression qu'il accomplit des réformes et des progrès pour le Gabon. Toutefois, la réalité de ces initiatives est souvent bien différente, et ces gestes symboliques servent principalement à créer l'illusion qu'il travaille pour le bien du peuple, tout en masquant l'absence de changements substantiels.

Le recours au populisme s'inscrit dans une stratégie de gestion de l'image et de l'opinion publique visant à légitimer son pouvoir et à maintenir son autorité tout en contournant les obstacles réels à la gouvernance. Cette approche, bien que présente sous différents régimes autoritaires et populistes, semble particulièrement marquée dans le contexte gabonais, où les enjeux d'image, de contrôle de l'opinion et de manipulation symbolique sont au cœur de la stratégie politique d'Oligui Nguema.



1. Politique du spectacle et gestion de l'image

L'idée centrale de la politique du spectacle est d'utiliser la mise en scène d'événements publics, de discours et de gestes symboliques pour convaincre la population que le leader agit dans son intérêt, tout en occultant les failles profondes de la gouvernance. Dans le cas d'Oligui Nguema, la multiplication d'inaugurations de chantiers, même banals, ou de visites médiatisées dans des lieux symboliques, tend à renforcer l'image d'un homme d'action, soucieux de son peuple. Ces événements sont soigneusement orchestrés pour être visibles et apparaître comme des réalisations tangibles, même si beaucoup de ces projets sont restés à l'arrêt ou n'ont pas dépassé le stade de l'annonce.

Cela s'inscrit dans une logique d'affichage qui répond à une double volonté : **garder l'opinion publique favorable et maintenir une apparence de dynamisme politique**. Machiavel, dans ses écrits, conseille aux dirigeants de s'appuyer sur l'apparence pour obtenir et conserver le pouvoir, même si les actions réelles sont moins spectaculaires. Le prince doit sembler vertueux, juste et soucieux de l'intérêt public, même si ses actions peuvent diverger de cette image. Oligui Nguema semble suivre cette recommandation, en jouant sur l'illusion de la réforme, tout en limitant l'impact réel de ses actions pour éviter de remettre en cause l'ordre établi.

2. L'impact sur l'image du leader vis-à-vis du peuple

Le recours au spectacle a un impact immédiat sur la manière dont Oligui Nguema est perçu par le peuple gabonais. En mettant en scène sa présence dans des événements médiatiques, en multipliant les gestes symboliques (inaugurations, rencontres avec des populations, discours), il cherche à cultiver l'image **d'un homme du peuple**, attentif à ses préoccupations et à ses besoins.

Cependant, cet impact reste superficiel et risqué sur le long terme, car la population peut rapidement percevoir l'écart entre les apparences et les résultats concrets. **Le manque de réalisations tangibles et l'absence de réformes structurelles profondes** risquent de diminuer la crédibilité d'Oligui Nguema. Comme le disait Machiavel, le prince doit savoir **maintenir l'illusion de la vertu**, mais il doit aussi être capable d'agir de manière à satisfaire les besoins réels de la population pour éviter que cette illusion ne soit percée.

La politique du spectacle peut créer un climat d'attente où la population s'attend à des changements visibles mais se heurte à la stagnation. Cela génère un sentiment de frustration qui pourrait se transformer en mécontentement à long terme, surtout si les chantiers restent à l'arrêt ou ne sont pas achevés.

3. Les chantiers à l'arrêt : Symboles de l'incapacité à transformer la réalité

Un autre aspect clé de cette politique est la mise en avant de projets et de chantiers qui ne sont souvent que des projets en apparence. Sous Oligui Nguema, la tendance à inaugurer des chantiers, même ceux qui ne sont pas encore en activité, semble être une manière de masquer l'inefficacité du gouvernement et de détourner l'attention de l'absence de réalisations concrètes. Ces chantiers à l'arrêt sont **les symptômes d'un gouffre entre l'image et la réalité** : Oligui Nguema tente de projeter l'image d'un homme d'action, tout en restant dans un cadre où les résultats réels sont minimales.

Dans ce contexte, la mise en scène d'activités publiques et de gestes d'apparence montre qu'Oligui cherche à maintenir **une légitimité symbolique** plutôt que de s'attaquer à des réformes structurelles complexes. **Ces chantiers inachevés** sont peut-être une façon de montrer qu'il « travaille », sans pour autant concrétiser des changements réels. Cela renvoie à une gestion de l'image au détriment de la substance. Machiavel aurait sans doute jugé cette stratégie efficace à court terme, mais dangereuse à long terme, car elle dépend trop des perceptions et de la manipulation.

4. Corrélation avec la future élection

Il est difficile d'ignorer que la politique du spectacle de Oligui Nguema pourrait être une préparation pour des élections futures. En cultivant son image de **« travailleur »** et de **« réformateur »**, il se prépare à répondre à une pression internationale et interne concernant sa légitimité, surtout en période électorale. En manipulant le temps, en inaugurant des projets et en mettant en avant des actions symboliques, il cherche à convaincre que son régime a une vision claire pour l'avenir du pays.

Cela peut s'apparenter à une préparation psychologique du peuple, en le familiarisant avec un certain type de gouvernance et en établissant un lien symbolique entre Oligui Nguema et **les « changements »** qu'il promet. En effet, si les élections doivent avoir lieu, il aura besoin de cette légitimité d'action pour éviter des contestations et conforter son pouvoir.

5. Complexe ou volonté de maintenir le contrôle ?

La question du complexe ou de la volonté d'« annihiler » le peuple est complexe. Oligui Nguema, comme d'autres leaders autoritaires, peut avoir le désir de **maintenir un contrôle absolu**, non pas en tant que **sauveur**, mais plutôt en tant que gardien de l'ordre et des intérêts personnels ou d'une élite restreinte. Le but est avant tout de **consolider le pouvoir**, en manipulant la perception qu'il donne de lui-même et en maintenant une dynamique où le peuple croit qu'il est le seul à pouvoir résoudre les problèmes du pays.

En ce sens, Oligui Nguema semble plus préoccupé par la stabilité de son pouvoir que par un désir sincère de transformation. Cela s'apparente à **un jeu de manipulation psychologique**, visant à maintenir l'illusion qu'il est l'homme providentiel tout en limitant les réelles avancées démocratiques ou économiques.

6. Comparaison avec Ali Bongo

La gestion de l'image par Ali Bongo était aussi fortement marquée par la mise en avant d'événements symboliques, mais elle reposait davantage sur une politique de continuité dynastique et de légitimation internationale (notamment à travers des relations avec des puissances étrangères). Ali Bongo cherchait à apparaître comme un dirigeant moderne, un homme de progrès, mais son pouvoir était également perçu comme déconnecté de la réalité du peuple gabonais, notamment en raison de l'absence de réformes profondes.

En revanche, Oligui Nguema semble plus orienté vers une rupture symbolique (notamment par son coup d'État et sa volonté de se présenter comme **le libérateur** du peuple gabonais), tout en cultivant l'image **d'un homme du peuple qui agit pour la nation**. Le contraste réside peut-être dans la manière dont les deux hommes manipulent l'image : Ali Bongo cherchait à s'intégrer dans un cadre international élitiste, tandis qu'Oligui Nguema semble vouloir exploiter les symboles de la proximité et de la réforme populaire.

Mon analyse

Brice Clotaire Oligui Nguema utilise une politique du spectacle pour **créer l'illusion d'un dirigeant actif et proche du peuple**. Bien que cette stratégie puisse lui permettre de maintenir une image de dynamisme, elle repose sur des gestes symboliques qui risquent de décevoir la population à long terme si ces projets ne se concrétisent pas. Il semble s'inspirer de Machiavel en cultivant l'apparence d'un prince vertueux et proche de son peuple, mais cette approche présente des risques, notamment en termes de frustration populaire et de mécontentement. Son objectif immédiat paraît être de maintenir son pouvoir tout en se préparant à des élections futures, en exploitant l'image de réformateur, même sans véritables résultats.



La Liberté d'expression ou l'Urgence du silence

Depuis le coup d'État du 30 août 2023 au Gabon, la question de la liberté d'expression a pris une tournure complexe, marquée par des éléments de continuité et de rupture par rapport à la période de l'ancien régime d'Ali Bongo. Le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), dirigé par le général Brice Oligui Nguema, a promis une réforme du système politique, mais de nombreux observateurs soulignent que les mêmes pratiques autoritaires perdurent, voire se renforcent.

Instrumentalisation des médias et contrôle de l'information

Sous le régime d'Ali Bongo, la presse était largement instrumentalisée pour soutenir le pouvoir en place. Aujourd'hui, bien que la communication autour du général président se présente comme un aspect essentiel de sa gouvernance, elle semble suivre une logique similaire. Les chaînes nationales, autrefois sous contrôle strict, continuent de mettre en avant la personne du président de la transition et ses "réalisations", souvent de manière exagérée, tout en minimisant les actions des opposants et des voix dissidentes.

Les journalistes et les médias qui tentent d'exprimer des opinions contraires risquent de se retrouver marginalisés ou censurés. En effet, comme l'ont dénoncé plusieurs observateurs, les opposants politiques n'ont toujours pas accès aux médias d'État, ce qui limite gravement la pluralité des voix dans le débat public. La communication autour du CTRI, centrée sur l'image du général Oligui, utilise l'approbation populaire pour renforcer sa légitimité, tandis que les voix discordantes sont soit réduites au silence, soit intimidées.

Répression de l'opposition et des manifestations

L'un des principaux enjeux pour la liberté d'expression et la démocratie au Gabon est la répression des manifestations et de la contestation publique. Bien que le général Oligui ait promis un changement en matière de gouvernance, l'espace public reste largement contrôlé. Les marches et rassemblements politiques sont interdits, à moins qu'ils ne soient en soutien au pouvoir en place. Cette restriction du droit de manifester, élément fondamental de toute société démocratique, témoigne d'une volonté de contrôler non seulement l'opinion, mais aussi l'expression publique des mécontentements.

Les manifestations contre le régime ou les critiques de la gestion de l'État sont systématiquement réprimées. Celles et ceux qui osent exprimer leur opposition, même sous forme pacifique, sont confrontés à des pressions, voire à des arrestations. L'exemple de Novelas Overmax, incarcéré après avoir dénoncé les conditions dans lesquelles les malades du CHUL (Centre Hospitalier Universitaire de Libreville) ont du faire face à la suite d'une coupure d'électricité, est révélateur de la persistance de comportements répressifs, là où le gouvernement aurait dû prendre des mesures correctives.

Censure et intimidation

L'un des mécanismes de contrôle les plus insidieux mis en place par le CTRI est l'intimidation par la censure. Ceux qui occupent des positions clés dans la transition et qui avaient précédemment critiqué le régime sont contraints de se taire ou de se soumettre à la ligne du gouvernement, de peur de perdre leurs privilèges ou d'être écartés. Ce phénomène révèle un manque d'intégrité et de conviction parmi certaines figures de l'opposition, qui semblent prêtes à se plier aux exigences du régime actuel pour conserver leur place.

Le général Oligui a également démontré, par ses déclarations publiques, son refus de tolérer toute contestation. Lors d'un discours, il a réagi de manière virulente à l'hostilité manifestée par la population à l'égard d'un ancien collaborateur d'Ali Bongo, affirmant qu'il choisit ses collaborateurs et que le peuple doit s'y conformer. Cette attitude autoritaire, où la contestation est non seulement étouffée mais également réprimée, met en lumière une volonté de maintenir un contrôle absolu sur le pouvoir, malgré des promesses de réformes.

Impact sur la population et la gouvernance du CTRI

L'impact de cette répression sur la population est considérable. Loin de profiter d'une atmosphère de liberté et de progrès, une grande partie de la population gabonaise vit sous un climat de peur et de contrôle. Les citoyens qui expriment des opinions contraires au pouvoir en place, ou qui soutiennent l'opposition, se trouvent souvent confrontés à des conséquences graves, comme des arrestations arbitraires et des intimidations.

La gouvernance du CTRI, qui se veut un retour à l'ordre et une restauration des institutions, souffre de contradictions. D'un côté, elle prétend vouloir instaurer une transition démocratique, mais de l'autre, elle se comporte de manière autoritaire, en reproduisant les mêmes mécanismes de contrôle et de répression que ceux d'Ali Bongo. La population gabonaise, en particulier les jeunes, est prise en étau entre l'espoir d'un changement et la réalité d'un pouvoir centralisé et répressif.

En définitive, bien que la situation actuelle au Gabon montre que la liberté d'expression reste encore menacée sous le régime du CTRI, il convient de souligner certains efforts qui ont été faits. Lors de l'organisation du référendum, par exemple, un débat d'idées a été organisé entre le camp du OUI et celui du NON, et a été diffusé sur la chaîne nationale. Cet événement marque une avancée par rapport à la période précédente, où l'accès aux médias d'État était quasiment impossible pour l'opposition.

Cependant, malgré ces efforts, la réalité demeure que les pratiques autoritaires du régime antérieur semblent perdurer, et la population gabonaise continue de souffrir d'un manque d'espaces de débat véritablement libre et ouvert. Le contrôle de l'information et la répression de la dissidence restent des éléments préoccupants. Il est donc crucial que le Gabon poursuive ses efforts en vue d'implémenter des réformes profondes et réelles pour garantir le respect des libertés fondamentales et pour instaurer une démocratie véritablement participative.

La Garde Républicaine

La Garde Républicaine (GR) a toujours joué un rôle crucial dans le maintien du pouvoir de la famille Bongo pendant plusieurs décennies. Historiquement, cette institution militaire a été un pilier fondamental de la stabilité du régime de Omar Bongo Ondimba, et par extension, de celui de son fils, Ali Bongo. La GR, en tant que force armée, a non seulement assuré la protection des membres de la famille Bongo, mais elle a également été un acteur clé dans la répression des opposants et dans la prévention de tout soulèvement susceptible de menacer le pouvoir.



Son rôle dans la préservation du système Bongo

La GR a agi comme un verrouillage du système politique gabonais, empêchant toute tentative de réforme démocratique et consolidant la dynastie Bongo. Elle a été à la fois un symbole de fidélité et de pouvoir, veillant à ce que les élections présidentielles se déroulent selon les désirs du régime. Lorsque des contestations ont émergé, la GR a toujours été l'instrument principal pour mater les révoltes et garder le contrôle de la situation. L'une des manifestations les plus évidentes de son rôle a été son implication dans les élections présidentielles, où elle a souvent été utilisée pour assurer l'emprise de Bongo sur le pouvoir, notamment en répondant par la force face aux contestations populaires. Elle a aussi été utilisée pour surveiller les principaux opposants et prévenir toute forme de résistance organisée.

L'impact de la GR lors des élections présidentielles et de la transition

Les élections présidentielles ont toujours été un terrain fertile pour les tensions, notamment avec des accusations de fraudes massives et de manipulations des résultats. La GR a toujours été perçue par une partie importante de la population comme une arme au service du pouvoir, prêtant une aide discrète ou visible pour garantir la victoire du candidat Bongo. Lors de l'élection présidentielle de 2023, qui a vu Ali Bongo se faire réélire dans un contexte de contestation intense, la GR était sur le terrain pour soutenir le régime en place, notamment en réprimant violemment les manifestations populaires.

Cependant, après la chute d'Ali Bongo suite au coup d'État de 2023, un changement apparent s'est produit. La GR a soutenu la prise de pouvoir par le général Brice Oligui Nguema, ne laissant pas de place à l'illusion d'un changement radical. Bien que le général Oligui ait été accueilli avec enthousiasme par une partie de la population qui espérait une rupture avec le passé, il est important de noter que sa filiation maternelle avec Jeanne Ebori, la mère d'Omar Bongo, ancre son ascension dans la même sphère politique. Cela soulève des questions sur l'authenticité de la transition démocratique promise.

Oligui, ancien "bête noire", devenu "héro national"

Avant le coup d'État, Brice Oligui Nguema était largement perçu comme un acteur du maintien du système Bongo. Il avait été associé à la GR et accusé d'être un défenseur du statu quo, incarnant une partie de la machine qui avait contribué à la consolidation du pouvoir de la famille Bongo. Cette image a fait de lui une cible privilégiée pour les critiques des activistes et des opposants, qui le désignaient comme un des principaux responsables de l'autoritarisme du régime.

Cependant, après sa prise de pouvoir, Oligui a rapidement bénéficié d'une nouvelle aura, d'autant plus que ses partisans ont vu en lui un espoir de stabilité dans une période d'incertitude. Certains activistes, qui l'insultaient auparavant, ont modifié leur discours, admirant la manière dont il avait pu chasser Ali Bongo et mettre fin à un pouvoir jugé trop longtemps monopolistique. Cet aspect est révélateur de la volatilité de la politique gabonaise et de la capacité du général à naviguer habilement dans ce jeu de perception publique.

Le peuple gabonais et sa perception de la GR

Au Gabon, la perception de la GR a longtemps été marquée par une méfiance profonde. Pour une large partie de la population, la GR symbolisait le bras armé d'un régime autoritaire qui muselait les voix dissonantes et assurait le maintien de l'héritage politique de la famille Bongo. Cependant, l'arrivée d'Oligui, même si elle a semblé offrir une forme de rupture, n'efface pas la réalité du système de pouvoir qui se perpétue à travers les institutions militaires. Bien que certains aient cru en un renouveau, beaucoup estiment que le coup d'État n'était qu'un moyen de préserver un système tentaculaire, qui semble avoir changé de forme mais reste largement inchangé dans sa substance.

La transition et la préservation du pouvoir

L'un des aspects les plus importants du coup d'État de 2023 est qu'il semble avoir été motivé par une volonté de maintenir le système en place, sous une nouvelle forme. Les membres de la famille Bongo ont été écartés du pouvoir, mais les structures qui les soutenaient, telles que la GR, sont restées intactes. Cela soulève la question : sommes-nous réellement sortis du système Bongo ? Ou n'avons-nous simplement remplacé les personnes en place, sans modifier les pratiques et les structures en profondeur ?

Nous le PEUPLE

**Gabonais, levons-nous !
L'heure n'est plus à
l'illusion, mais à l'action**



Depuis son indépendance, le Gabon a traversé des décennies de désillusions, d'injustices et de sacrifices imposés par un système qui, loin de servir le peuple, l'a maintenu dans une dépendance constante. Pendant plus de cinquante ans, sous la domination de la famille Bongo, le pays a vu ses richesses pillées par une élite corrompue, tandis que la majorité des Gabonais sombraient dans la précarité. L'arrivée d'Ali Bongo au pouvoir en 2009, après la disparition de son père, n'a fait que prolonger ce cycle infernal : chômage massif, pauvreté croissante, services publics à l'agonie, répression des voix dissidentes... une réalité insoutenable pour une nation pourtant riche en ressources.

En août 2023, lorsque le régime d'Ali Bongo a été renversé par le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), une lueur d'espoir s'est levée. Beaucoup y ont vu la fin d'une ère, une opportunité de reconstruire un Gabon plus juste, plus prospère. Mais très vite, la désillusion a pris le dessus. Les promesses de changement se sont évaporées, laissant place à la continuité d'un système oppressif. Le chômage des jeunes explose, obligeant des diplômés à se rabattre sur des petits métiers de survie, tandis que leurs parents, déjà usés par des décennies de souffrance, sont contraints de les prendre en charge avec des retraites misérables.

L'économie est à l'agonie. Après un couvre-feu de plus d'un an qui a paralysé les activités, aucune relance sérieuse n'a été mise en place. Les entreprises ferment, l'investissement stagne, et les Gabonais sont laissés à eux-mêmes. La "Banque de l'Entrepreneuriat", vantée par les autorités, n'existe que sur le papier. Sur le terrain, la seule alternative proposée aux jeunes est de devenir chauffeurs de taxi ou pousse-pousse, comme si le pays devait se résigner à briser l'avenir de toute une génération.

Le système de santé, lui, s'effondre. Faute de moyens, les hôpitaux ne peuvent plus répondre aux besoins de la population. Des Gabonais sont contraints de mendier sur les réseaux sociaux pour financer des soins médicaux, exposant leur détresse à la vue de tous. Où est l'État dans tout cela ? Où sont les promesses d'un avenir meilleur ?

L'éducation, pilier d'un pays en devenir, est dans un état de délabrement alarmant. Écoles vétustes, universités surpeuplées, absence de bibliothèques, manque cruel de ressources éducatives... Nos enfants grandissent sans repères, condamnés à un avenir incertain. À l'étranger, les étudiants gabonais voient leurs bourses coupées, les laissant livrés à eux-mêmes, piégés par un système qui leur tourne le dos.

Le CTRI s'était présenté comme un souffle nouveau, porteur d'un changement profond. Pourtant, les mêmes tares persistent, et c'est encore et toujours le peuple qui en paie le prix fort. La jeunesse gabonaise, grande sacrifiée de cette transition, voit ses espoirs s'éteindre peu à peu. Mais avons-nous le droit de baisser les bras ? Devons-nous accepter, encore une fois, d'être réduits à des mendiants dans notre propre pays ?

Non ! Nous avons le droit de rêver d'un Gabon meilleur, d'un Gabon où chaque citoyen est respecté et soutenu, où l'État sert son peuple au lieu de l'asservir. Oligui Nguema affirme que « la main qui demande est en bas », mais il se trompe. Il ne doit pas oublier qu'il travaille pour nous, que son devoir est de nous servir et non de nous mépriser.

Il est temps d'ouvrir les yeux, de prendre conscience que le changement promis n'a pas eu lieu. Il est de notre responsabilité, en tant que citoyens, de refuser les compromis qui nous maintiennent dans la misère et la soumission. La liberté du 30 août 2023 n'était qu'une illusion. La véritable lutte commence maintenant. Levons-nous, unis et déterminés, pour exiger un avenir digne et juste. Notre pays nous appartient, et il est temps de le reprendre en main.